

PLAN LOCAL DE DEVELOPPEMENT

Communauté rurale de Sinthiou Bamambé

Dans le cadre du Programme National
d' Infrastructures Rurales (PNIR)

Réalisé avec l'appui de la **FRAO**
Sicap Amitié III, villa 4318
CP 13 Dakar-Fann Dakar

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------------------|-----------|
| I. INTRODUCTION | 5 |
| II. APPROCHE METHODOLOGIQUE | 7 |
| 2.1. La mobilisation des acteurs locaux | 9 |
| 2.2. La réflexion par zones | 10 |
| 2.3. La validation par la société civile et les techniciens | 10 |
| 2.4. La restitution des travaux..... | 10 |
| III - PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE | 12 |
| 3.1. Caracteristiques physiques..... | 12 |
| 3.2. ZONES ECOLOGIQUES DISTINCTES..... | 13 |
| 3.2.1. Le Dande Mayo..... | 13 |
| 3.2.2. La zone du Diery..... | 14 |
| 3.2.3. Le Ferlo..... | 14 |
| 3.4 ANALYSE DU SYSTEME DES ACTEURS | 16 |
| 3.4.1 Le Conseil Rural..... | 17 |
| 3.4.2 - Les Associations de Développement | 18 |
| 3.4.3 L'Administration et les Services Déconcentrés de l'Etat :..... | 20 |
| 3.4.4 Les intervenants extérieurs | 20 |
| IV - ANALYSE DES PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT | 22 |
| 4-1 - Les infrastructures socio-économiques et leurs états;..... | 29 |
| 4.1.1 - Les infrastructures hydrauliques | 31 |
| 4.1.2 - Les infrastructures éducatives..... | 31 |
| 4.1.3 - Les infrastructures sanitaires | 32 |
| 4.1.4 - Les infrastructures économiques | 32 |
| 4.1.5 - le cadre institutionnel..... | 48 |
| 4.2 - Stratégie de mise en oeuvre..... | 50 |
| 4.2.1 - Une mise en œuvre autour des acquis de la planification | 50 |
| 4.2.2 - Les étapes dans la mise en œuvre du Plan | 51 |
| 4.2.3 - La définition d'actions concrètes pour chaque secteur | 51 |
| CONCLUSION | 55 |
| ANNEXES | 56 |

SIGLES ET ABBREVIATIONS

| | |
|-----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AET : | Agence d'Exécution Technique |
| ANCAR : | Agence Nationale de Conseil Agricole et rural |
| ASC : | Association Sportive et Culturelle |
| AVD : | Association Villageoise de Développement |
| CAPEC : | Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit |
| CCG : | Conseil de Concertation et de Gestion |
| GEC : | Groupement d'Epargne et de Crédit |
| CNCAS : | Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal |
| La CR : | Communauté Rurale |
| Le CR : | Le Conseil Rural |
| DCL : | Direction des Collectivités Locales |
| DP : | Diagnostic Participatif |
| FRAO : | Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest |
| FAFD : | Fédération des Associations du Fouta pour le Développement |
| FIDA : | |
| GPF : | Groupement de Promotion Féminine |
| OCB : | Organisation Communautaire de Base |
| OP : | Organisation des Producteurs |
| PCR : | Président de Communauté Rurale |
| PIP : | Programme Intégré de Podor |
| PNIR : | Programme National d'Infrastructures Rurales |
| POAS : | Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols |
| PRODAM: | Projet de Développement et d'Aménagement de Matam |
| PSAOP : | Programme des Services Agricoles et Organisations de Producteurs |
| SAED : | Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta, de la Vallée du Fleuve et de la Falémé. |
| SEPO : | Succès Echechs Potentialités Obstacles |
| TOSTAN : | ONG italienne |
| USE : | Union Sénégalaise d'Entraide |

PREAMBULE

Lors du pré-diagnostic et au cours de la collecte des données secondaires, un contact avait été établi avec l'ADOS, qui intervient dans la communauté rurale de Sinthiou Bamambé depuis 10 ans. Cette dernière avait donné mandat à l'ADOS pour la confection de leur Plan Local de Développement. Les travaux étaient très avancés et il avait été retenu, d'accord parties, que l'ADOS devait suspendre le processus et, que le PLD serait finalisé ensemble avec la FRAO.

C'est ainsi que la FRAO, de juin à septembre, a mis en œuvre les étapes pour la collecte des données secondaires. Le Diagnostic participatif a été réalisé et le CCG mis en place. C'est au moment où les ateliers de planification avec les CCG zonaux devaient être programmés, et au cours de l'atelier introductif que les populations, mais surtout les conseillers ruraux présents, ont signifié qu'il n'était pas opportun de réorganiser des ateliers de planification, d'autant que ce travail avait déjà été réalisé par l'ADOS de façon participative dans toutes les zones.

L'assemblée décida alors que les résultats de ces travaux leur satisfaisait de même que les PLD avait réalisé. Il avait été demandé que les éléments du DP effectué par la FRAO soient intégrés au PLD. Auparavant, le 4 septembre 2003, une réunion à laquelle la FRAO avait participé a été organisée à Sinthiou Bamambé pour l'évaluation des coûts des actions retenues.

Il avait été constaté que certains secteurs n'avaient pas été pris en compte. De même la zone du Ferlo avait été omise. Sur la base des contraintes identifiées par le DP, la FRAO a animé un atelier dans le Ferlo pour déterminer les axes prioritaires et identifier les solutions et axes préconisées par les populations.

Aussi, les membres du CCG qui sont pratiquement les mêmes que ceux de la CPE (Commission de Planification Elargie), ont tenu un atelier de restitution interne du PLD qui a permis en même temps d'intégrer le commerce, l'artisanat, la jeunesse et le sport.

Le PLD a par la suite été adopté en séance du 20 novembre 2003 et validé par le sous-préfet.

I. INTRODUCTION

L'Etat du Sénégal a engagé depuis son accession à la souveraineté nationale un lent et rigoureux processus de décentralisation visant à rapprocher le plus possible la prise de décision politique des citoyens.

Ainsi, la Démocratie locale s'est vu renforcée progressivement au gré des réformes et alors qu'en 1972 furent créées de nouvelles collectivités locales, les Communautés rurales. Celles-ci ne prirent leur entière mesure qu'avec les nouvelles lois de la décentralisation 96-06 portant code des collectivités locales et 96-07 portant transfert de compétences du 22 mars 1996 qui leur transfèrent un certain nombre de domaines de compétences.

Ce sont en effet les principes d'**autonomie** et de **libre administration** qui ont guidé ces réformes au quotidien, les Conseils Ruraux s'affranchissent un peu plus de la tutelle de l'Etat Central. Alors qu'auparavant les décisions du conseil rural étaient soumises au contrôle d'opportunité à priori du Sous préfet ; elles ne sont désormais soumises qu'au contrôle de légalité à posteriori.

Par ailleurs, parmi les nouveaux domaines de compétences transférées, les conseils ruraux se sont vu confier la fonction de planification afin de pouvoir harmoniser le développement à l'échelle de leur territoire.

Ce souci d'élaboration d'un **plan de développement local** (PLD) par les populations de la communauté rurale de Sinthiou Bamambé, répond à un double objectif visant d'une part à avoir un cadre de référence pour les actions à mener sur le territoire et d'autre part à instaurer un dialogue social autour des problématiques de développement, afin que chacun puisse se sentir concerné par le développement de la communauté rurale.

C'est d'ailleurs sur ce dernier point que réside toute la spécificité du développement de la communauté rurale de Sinthiou Bamambé puisque tout au long du processus de planification dont ce document est le fruit, le souci de concertation a été permanent.

Il convient cependant de dire comme bien souvent en matière de décentralisation, des compétences ont été transférées, mais les moyens humains et financiers des collectivités locales restent faibles. C'est la raison pour laquelle, le Conseil Rural de Sinthiou Bamambé s'est attaché les services de l'ADOS (Association Ardèche Drôme Ourosogui Sénégal) du PNIR (Programme National d'Infrastructures Rurales) par le biais de son opérateur privé partenaire la FRAO (Fondation Rurale de l'Afrique de l'Ouest) pour l'appuyer dans son processus de planification.

Le nouveau rôle du Conseil Rural

Cette responsabilisation des collectivités locales marque un tournant décisif dans l'option prise par l'Etat sénégalais. En effet, la Communauté Rurale de Sinthiou Bamambé se voit aujourd'hui confier **neuf domaines de compétences**. Désormais, elle assure une fonction de maîtrise d'ouvrage du développement local à l'échelle de son territoire, avec pour enjeux majeurs :

- une gestion plus efficace des affaires publiques, afin de pallier aux difficultés d'éloignement, de lenteur, de déficit de suivi ... ;
- un approfondissement de la démocratie, qui passe notamment par un rapprochement et une implication des citoyens des 23 villages et hameaux satellites de la Communauté Rurale dans la gestion de leur localité ;
- un développement plus harmonieux du terroir dans une optique d'aménagement du territoire national afin de freiner les déséquilibres entre les localités du Sénégal.

Cependant, cette nouvelle approche ne peut répondre à ces attentes que si elle se fonde sur une bonne maîtrise des ressources et potentialités du territoire, sur l'identification d'activités porteuses, et sur la mise en place des conditions de leur mise en œuvre. Dès lors la **planification locale** permet d'enclencher une réflexion globale sur les priorités de la Communauté Rurale, étape nécessaire pour la mise en place d'une stratégie concrète de développement. Le processus de planification doit ainsi permettre d'être à l'écoute des acteurs et opérateurs à la base, pour aboutir à un programme d'actions de la collectivité locale.

Un plan participatif autour du Conseil Rural

L'exercice de planification locale, devenue une compétence transférée au Conseil Rural, consacre l'ancrage institutionnel de ce dernier dans tout le processus de gestion du Plan Local de Développement depuis son élaboration jusqu'à sa mise en œuvre. Si le Conseil Rural reste la structure chargée du pilotage et de sa mise en œuvre, il reste entendu qu'il doit le faire en associant les autres acteurs évoluant sur le même territoire (les organisations villageoises, les services techniques déconcentrés et les opérateurs économiques). A terme, l'exercice de planification doit permettre :

- une mobilisation des potentialités locales autour d'objectifs communs ;
- une mobilisation des ressources plus importantes au niveau local, qui passe par la dynamisation de la fiscalité locale ; et enfin
- une ouverture à la Coopération Décentralisée.

Ce Plan Local de Développement est le fruit d'un travail en commun du Conseil Rural, des villageois, jeunes, artisans, religieux, associatifs et groupements féminins de Sinthiou Bamambé qui sont regroupés dans le CCG (Comité de Concertation et de Gestion), des équipes de l'ADOS et de la FRAO des services techniques intervenant dans la Communauté Rurale.

II. APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'élaboration du Plan Local de Développement devait répondre à un ensemble d'objectifs précis :

- Identifier les enjeux de développement de la communauté rurale ;
- instaurer un dialogue permanent entre les acteurs locaux (élus, populations et leurs organisations, autorités administratives, services techniques et partenaires au développement) autour de ces enjeux de développement ;
- déboucher sur un consensus matérialisé par un tableau de bord partagé et un cadre de référence pour les actions à mener sur le territoire de la communauté rurale ;

Le Conseil Rural de Sinthiou Bamambé, en collaboration avec ses partenaires, s'est ainsi efforcé d'adopter une démarche de planification à la fois participative et ascendante qui s'articule autour de trois étapes que sont le **prédiagnostic**, l'**autodiagnostic** (ou animation territoriale) et la **planification opérationnelle**.

| Etapes | Objectifs | Principes et Méthodes | Outils |
|----------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PREDIAGNOSTIC | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Réaliser un diagnostic socio-économique permettant d'identifier les potentialités et atouts de la CR, mais également ses contraintes et limites ; ➤ Analyser les relations entre les différents acteurs (élus, populations...) en rapport avec les enjeux de développement et le nouveau contexte de la décentralisation ; ➤ Informer globalement les acteurs sur la démarche de planification ; ➤ Dégager des hypothèses en terme de thèmes à traiter et d'acteurs à impliquer pour mener l'autodiagnostic ; | <ul style="list-style-type: none"> • Etude externe réalisée par les techniciens de l'ADOS et de la FRAO qui ont effectué une photographie de la CR avec neutralité et sans influence ; • Recensement des ressources locales semblant insuffisamment valorisées ; • Repérage des forces de changement et de blocage qu'il serait intéressant d'approcher dans le cadre de la concertation sur le développement de la CR. | <ul style="list-style-type: none"> • Collecte de données secondaires sur les caractéristiques physiques, démographiques et socio-économiques de la CR ; • Entretien avec les élus, les différentes organisations communautaires de base, les techniciens de l'Administration ; • Entretien avec des personnes ressources (intervenants extérieurs, chercheurs...) ; • Observation directe et participante du vécu dans la CR par les agents de l'ADOS |

| | | | |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AUTO DIAGNOSTIC (animation territoriale) | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Susciter un dialogue social et une concertation de l'ensemble des acteurs de la CR sur le développement de leur territoire; ➤ Développer les capacités de réflexion collective sur des problèmes communs ; ➤ Déboucher sur un consensus en terme d'axes de développement et d'objectifs à atteindre, partagés par le plus grand nombre. | <ul style="list-style-type: none"> • Connaissance et reconnaissance mutuelle des différentes familles d'acteurs locaux ; • Participation large et ascendante des acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs de développement ; • Renforcement des capacités d'autodiagnostic et de formulation de solutions durables par les acteurs locaux eux-mêmes ; • Recensement des OCB (organisation communautaire de base) • Recensement des infrastructures | <ul style="list-style-type: none"> • Atelier de restitution du prédiagnostic rassemblant élus, populations, techniciens de l'Administration et intervenants ; • Mise en place de la Commission de Planification Elargie ; • Mise en place du Comité de Concertation et de Gestion ; • Diagnostic à l'échelle village ; • Organisation d'un atelier méthodologique régional • Organisation d'ateliers de réflexion thématiques à l'échelle des zones; • Atelier de synthèse des diagnostics villageois et zonaux ; • Organisation ateliers zonaux de planification ; • Mise en cohérence par la CPE et du CCG au niveau atelier communautaire ; • Utilisation d'outils de diagnostic participatif de type <i>arbre à problèmes, focus group ISS et autres diagrammes</i> • Animation, négociation et médiation des techniciens de l'ADOS et de la FRAO chargés de superviser le processus. |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

| | | | |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| PLANIFICATION | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Discuter les différentes solutions possibles qui permettent d'atteindre les objectifs fixés, et en retenir les plus viables et les plus partagées; ➤ Etablir par consensus un échéancier réaliste pour la mise en œuvre des solutions retenues ; ➤ Identifier les différents acteurs devant s'impliquer dans la mise en œuvre et recueillir leurs premiers engagements. | <ul style="list-style-type: none"> • Recherche de consensus sur les questions soulevées et les solutions à adopter ; • Analyse collective dans le choix des solutions suivant les critères de faisabilité de actions, leur correspondance aux impératifs de développement ainsi que leur caractère prioritaire ou non ; • Conciliation des intérêts des élus et des populations et prééminence de l'intérêt général et du développement; | <ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'ateliers de planification thématiques ; • Etablir un arbre à objectifs comme support de planification des actions ; • Classification par ordre de priorité et de préférence |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

L'animation territoriale ou planification zonale reste l'étape la plus importante qui s'est articulée autour de cinq étapes :

2.1. LA MOBILISATION DES ACTEURS LOCAUX

Le processus de planification a démarré par une première réunion avec la participation des acteurs importants de la communauté rurale, afin de sensibiliser les habitants de la communauté rurale sur l'utilité et les objectifs du travail de planification.

A cette occasion, une première discussion a pu être entamée, autour de la présentation des différentes études réalisées sur la Communauté Rurale : prédiagnostic et travaux antérieurs.

Cette réunion a permis la création d'une « **commission de planification élargie** » (CPE), réunissant 10 élus et 15 représentants villageois. Cette commission du conseil rural est chargée par la Communauté Rurale de piloter l'ensemble du processus de planification, conformément aux textes de lois sur la décentralisation. Cette instance de concertation permet de mobiliser les différents groupes d'acteurs et de créer une dynamique de dialogue. Sa première action a été de lister et d'analyser les documents existants sur la zone et de mettre en place une stratégie d'animation zonale permettant de consulter les acteurs à la base. Cette CPE peut notamment se démembrer en sous-commissions zonales ou thématiques.

Il a ainsi été décidé de créer 3 sous-commissions zonales, correspondant aux trois types de zone éco-géographiques et socio-économiques qui ressortaient des études de pré-diagnostic :

- le Walo, zone de crue du fleuve Sénégal, inondée en période d'hivernage ;
- le Dièry ou Goudron, zone intermédiaire le long de la route nationale Matam – Bakel.
- le Ferlo, zone sèche, de pâturages extensifs ;

| DIERY | GOUDRON | WALO |
|---------------|--------------------|----------------|
| - Andi Yari | - Séno Palel | - Ngano |
| - Bangassy | - Madioumba | - Barmathial |
| - Kellol | - Sintihou Bamambé | - Aïnoumady |
| - Gourel Hadj | - Banadj | - Ornoledé |
| - Wendounody | - Fass Diaobé | - Bapalel |
| - Tékinguel | - Madina Kollel | - Somono Ngano |
| - Sawadoguel | - Daïba | |
| - Lordougal | - Ndendory | |
| | - Hamadi Hounaré | |

2.2. LA REFLEXION PAR ZONES

Composées de 5 représentants de chaque village de la zone, ces sous-commissions ont pour mission de réfléchir à l'ensemble des problèmes existant dans chaque secteur, leurs causes, et aux solutions qui pourront être envisagées. Ils restituent alors leurs travaux respectifs au niveau de l'instance communautaire.

Ces trois commissions représentent la CPE sur une base villageoise : 6 villages forment la zone Diéri, 6 la zone Walo et 09 la zone Goudron. Elles se sont réunies trois fois chacune (ces réunions se déroulaient pendant une ou deux journées chacune) pour identifier les problèmes par secteur, avant de procéder à une synthèse par zone, sous forme d'un « graphe d'objectifs ».

2.3. LA VALIDATION PAR LA SOCIETE CIVILE ET LES TECHNICIENS

Afin de garantir la représentativité et la fiabilité des résultats, le groupe de travail a alors soumis une version provisoire du plan à la commission de planification élargie et aux services techniques de la communauté rurale pour leurs commentaires.

2.4. LA RESTITUTION DES TRAVAUX

La CPE présente enfin les résultats issus du processus devant le conseil rural, commanditaire. Cette restitution permet aussi la présentation des résultats aux services départementaux, à l'ARD et aux partenaires de la Communauté rurale.

La mise en œuvre des objectifs du plan implique ensuite un engagement de chacun des partenaires à assumer leur rôle respectif autour de la démarche de planification.

L'ensemble de ce processus a été complété par un travail de diagnostic participatif au cours du mois de Septembre 2003. Ce travail s'est prolongé avec la mise en place d'un CCG (Comité de Concertation et de Gestion), une version révisée du CPE.

Le diagnostic réalisé par le CCG a permis d'actualiser l'étude déjà faite par le CPE et d'élaborer un plan d'investissement annuel sur 4 ans

III - PRESENTATION DE LA COMMUNAUTE RURALE

3.1. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES

La Communauté Rurale de SINTHIOU BAMAMBE est située dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, à 15 Km de Kanel , chef lieu de département , et à 40 Km au Sud Est de Matam, chef lieu de Région Elle compte 23 villages répartis sur les trois zones éco-géographiques (zone du walo, la zone du dièry et celle du ferlo).

L'érection de Kanel en commune a fait de Sinthiou Bamambé, le chef-lieu de l'arrondissement du même nom.

Le relief est de manière générale plat. La zone de la vallée du fleuve (le *dandé mayo*) présente de nombreuses dépressions plus ou moins élargies par endroit en fonction du régime hydrique et de la pédologie du lieu. La zone du Bassin de Sédimentation (le dièry), de par ses caractéristiques géologiques, montre quelques collines souvent présentes dans la moyenne vallée du fleuve.

Le régime fluvial est de type tropical, caractérisé traditionnellement par une période de crue de juillet à octobre et une décrue de février à juin. Les crues étaient essentiellement liées aux pluies enregistrées dans le haut bassin de Guinée. Les décrues commençaient dès que les pluies diminuent et s'échelonnent de novembre à juin. Cependant, depuis 1986, deux barrages à Diama (sur le delta du fleuve) et à Manantali (au Mali) régulent les flux du fleuve.

Le climat est essentiellement chaud et sec. La pluviométrie moyenne annuelle relevée à la station de Kanel sur la période 1950 – 1999 est de 398 mm. Depuis 1985, la tendance à la baisse s'est généralisée. Les précipitations démarrent en juin pour se terminer en septembre. La pluviométrie mensuelle n'est significativement supérieur à 20 mm que pendant deux mois (août et septembre).et ne s'étend qu'exceptionnellement en octobre et novembre.

Cette saison des pluies courte est caractérisée par des précipitations violentes de type orageux, inégalement réparties dans le temps et dans l'espace. Le relief faiblement marqué a peu d'interaction sur la répartition spatiale des pluies, les orages éclatant de façon sporadique.

Les vents dominants sont essentiellement de deux types :

- la mousson d'atlantique souffle du sud ouest en saison des pluies entre juillet et septembre. Ce vent amène des masses d'air humides équatoriales provoquant de fortes pluies sous forme d'averses. Elles représentent l'essentiel des précipitations annuelles dans la Communauté Rurale ;
- l'harmattan est un vent chaud et sec venant du Nord Est de mars à mai ; il est reconnaissable par son déplacement important de poussière et de sable assombrissant le ciel de façon notoire. Ce vent est particulièrement asséchant (humidité relative de 10 à 15%), il est facteur important de l'aridité dans la zone.

Les températures sont élevées, faisant de la Communauté Rurale une zone caractérisée par de fortes chaleurs, avec des maxima supérieurs à 45°C en saison chaude. Ces

températures se caractérisent par une amplitude thermique faible ; la température moyenne oscille ainsi dans une fourchette comprise entre 35°C et 40°C tout au long de l'année. L'amplitude thermique diminue en hivernage, mais elle est par contre maximale de décembre à février quand les minima chutent jusqu'à 17°C.

Traditionnellement, les paysans de la localité distinguent **cinq saisons** en fonction de leur perception de la pluviométrie et de la température :

- le *Dabbundé*, saison froide de mi-novembre à février ;
- le *Ceedu*, chaud et sec en mars et avril ;
- le *Demminaaré*, maxima de températures en mai et juin ;
- le *Ndungu*, période des pluies ou hivernage accompagnée de chaleurs moins fortes, de juillet à mi-octobre ; et enfin
- le *Kawlé*, fin de l'hivernage, mi-octobre à novembre.

3.2. ZONES ECOLOGIQUES DISTINCTES

Trois grandes unités géomorphologiques recouvrent la Communauté Rurale :

- la zone d'alluvions du fleuve Sénégal appelée *Dandé mayo* ;
- la zone du bassin de sédimentation, appelée le *Dièry* ;
- le plateau continental terminal, le *Ferlo*.

3.2.1. Le Dandé Mayo

Composé d'alluvions récentes, le *dandé mayo* est une zone à forte vocation agricole, dépendant des types de sols :

- les sols sur les berges du fleuve ou des marigots (« *falo* ») ; ils sont constitués de dépôts actuels de texture sableuse à sablo argileuse ;
- les sols de levées fluvio- deltaïques, le *fondé*, peuvent atteindre 15 mètres de chaque côté du fleuve. Ils se trouvent à l'abri des faibles crues. Dans les zones basses se rencontrent des sols sablo argileux, la teneur en sable augmentant dans les zones les plus hautes, rarement inondées (sablo limoneux), leur teneur en matières organiques est faible ;
- les sols de cuvettes de décantation (*walo* ou *hollaldé*) sont soumis en l'absence d'endiguement artificiel à une submersion de longue durée au moment de la crue et de l'accumulation des eaux de ruissellement. Ce sont des sols dont la teneur en argile dépasse toujours 35%, mais variable selon la topographie ;
- les sols dunaires (*haut dièri*) sont de texture essentiellement sableuse.

Le réseau hydrologique est principalement constitué par le fleuve Sénégal et de l'un de ses défluent : le Dioulol naissant en amont de Ouaoundé. Du fait des changements climatiques brusques, les variations interannuelles du niveau du fleuve sont importantes. Dans ces conditions, l'alimentation en eau de ces défluent s'en trouve limitée.

Les nappes ne sont pas moins permanentes et relativement accessibles sur toute la zone par des **séanes** ou de simples puits d'une profondeur maximale de 10 à 15 mètres.

Depuis 1988, le régime hydrographique du Sénégal est influencé par la gestion des barrages de Manatali et de Diama. La gestion du barrage entraîne des lâchures (lâchers d'eau), qui peuvent être dévastatrices pour les cultures réalisées sur les terres du *Falo*.

Le premier régulateur naturel de cet écosystème est constitué par les massifs boisés qui occupent une très faible partie de la vallée alluviale. L'inondation était jadis retenue et filtrée par cette masse boisée, permettant l'extension durable d'un phénomène de crue. Cependant, la pression agricole devenant importante sur ces terres encore génératrices de gain, on assiste depuis la période de sécheresse (1971-74) à un déboisement intensif. La méthode de semis de la zone de décrue amène un travail du sol détruisant les repousses des végétations pionnières et ainsi la régénération naturelle du couvert arbustif.

Les aménagements pour l'irrigation font table rase de toute végétation, les travaux souvent importants de planage et de construction des canaux ne laissant pas de place au couvert végétal. Ces modifications accroissent la vitesse des eaux et entraînent une modification profonde dans le *Walo*.

3.2.2. La zone du Diery

L'évolution de cette zone est fortement dépendante de l'activité humaine, le goudron drainant une forte partie de la population de cette zone. Les actions humaines y sont beaucoup plus concentrées qu'ailleurs. Cette pression humaine se traduit par un défrichement pour l'agriculture ou pour les besoins quotidiens en énergie des ménages et par un faible taux de mise en jachère dans les zones de proximité avec les villages. C'est donc la forte pression démographique qui agit le plus sur l'évolution des ressources naturelles dans cette zone.

Avec la période de sécheresse, les nappes alluviales de surface alimentées par les eaux de ruissellement ont pour un bon nombre d'entre elles totalement disparu ou ont vu leur niveau s'abaisser fortement. Les autres ressources se situent au niveau des nappes de fractures en sous sol imperméable. La profondeur des nappes comprises entre 15 et 25 mètres nécessite la réalisation de forages ou de puits améliorés. Durant l'hivernage, l'écoulement des eaux de pluies vers le fleuve est très rapide et la part d'eau conservée dans les bas fonds et les mares temporaires est très faible.

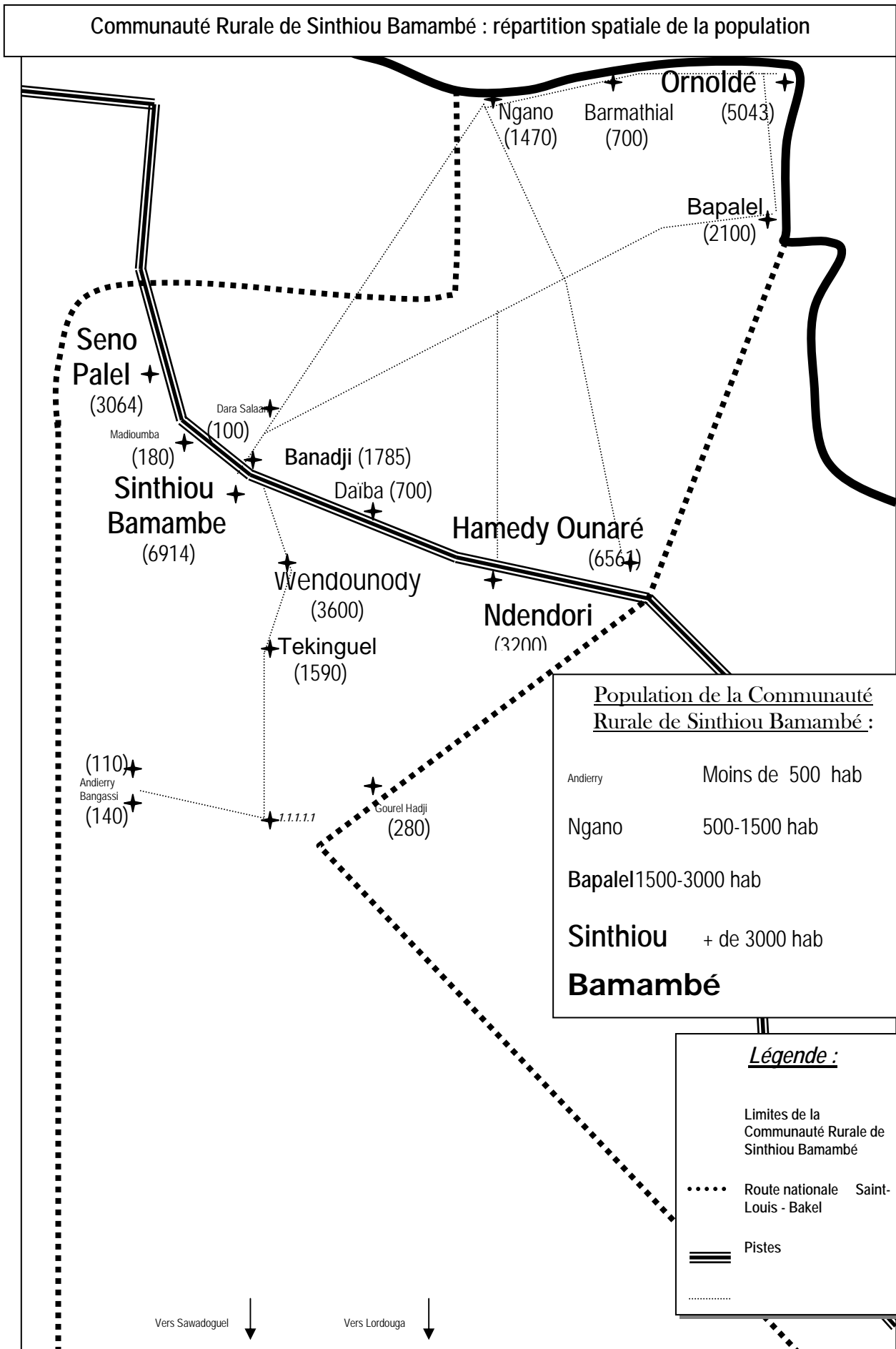
Potentialités naturelles : les quelques dépressions du socle, favorables à l'apparition de mares, permettent la stabilisation de zones propices au développement arbustif. On y trouve également des zones de mise en défens, qui constituent généralement les ceintures vertes autour des villages.

3.2.3. Le Ferlo

Zone de plateaux, la vocation principale de cette zone est pastorale ; les éleveurs Peuls distinguent quatre types de parcours sur la base de la géomorphologie qui détermine en général la composition floristique et la productivité. Ainsi, on distingue :

- les pâturages Séno, sur les sols sableux ou plus ou moins dunaires ;
- les pâturages Baldiol, dans les dépressions ;
- les pâturages Tiangol, dans les vallées sèches ;
- les pâturages Sangré, sur les sols gravillonnaires.

L'eau de surface n'est présente que par le biais de mares temporaires ou de bas fond dont la pérennité n'est assurée que durant quatre mois au maximum après l'hivernage.



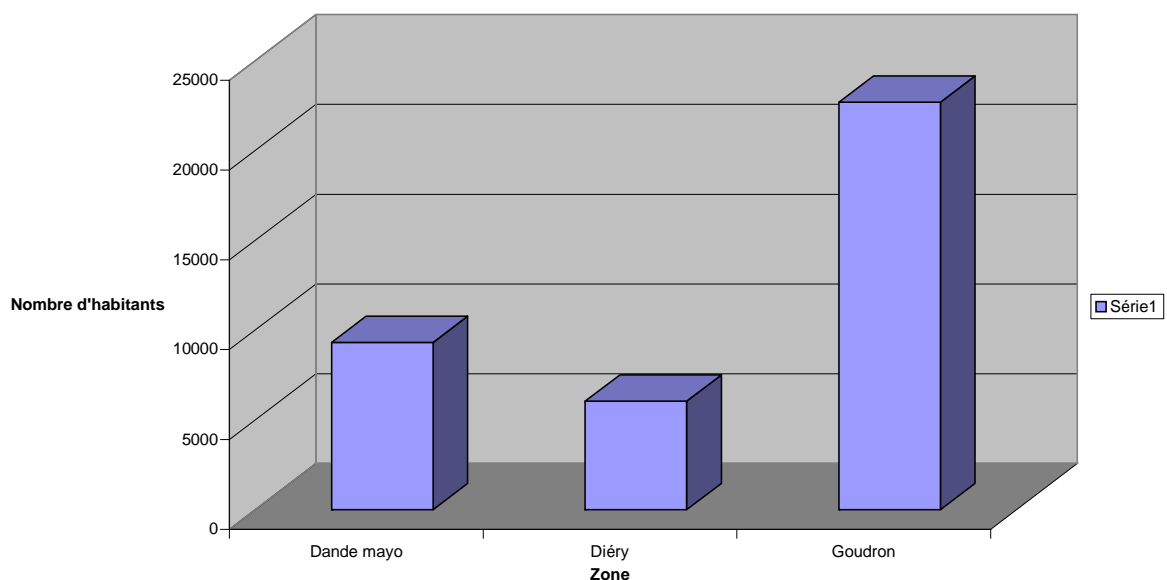
3.3 POPULATION

La Communauté Rurale compte une population estimée à environ 35 000 habitants, en faisant une projection des résultats du recensement général de la population de 1988 avec un rythme de croissance de 2 %.

A l'instar de tout le département, ce qui caractérise cette population, c'est qu'elle est composée dans son écrasante majorité par les jeunes et les femmes. C'est une zone de forte émigration vers Dakar et l'étranger notamment la France et l'Afrique centrale et australe.

La population de la Communauté Rurale est relativement homogène sur le plan socioculturel : elle est composée à plus de 90% de pulaars musulmans ; les Soninkés et les mandingues dans une moindre mesure constituent les minorités ethniques.

Répartition de la population de la CR de Sinthiou Bamambé suivant les trois zones d'étude



Le graphe ci-dessus montre la forte concentration des populations dans la zone Diéry appelée « Goudron » du fait de son accessibilité et de la disponibilité d'infrastructures de base. Ensuite c'est le Dandé Mayo qui suit malgré ses problèmes d'enclavement en hivernage. Le Ferlo est la zone la moins peuplée parce que c'est la zone de transhumance par excellence.

3.4 ANALYSE DU SYSTEME DES ACTEURS

Les acteurs intervenant dans la Communauté Rurale sont classés en quatre grandes familles :

3.4.1 Le Conseil Rural

La CR de St-Bamambé a un effectif de 32 conseillers élus au suffrage universel. Le conseil rural de St-Bamambe est dirigé par un Président assisté de deux vice-présidents. Il compte six (06) commissions :

- - Une commission financière;
- - Une commission domaniale et environnementale;
- - Une commission planification;
- - Une commission santé population et sociale;
- - Une commission éducation et alphabétisation;
- - Une commission jeunesse, sport et culture;

Les 32 conseillers (30 hommes et 02 femmes) sont tous originaires de la CR.

3.4.1.1- Répartition des Conseillers selon les Zones :

| ZONES | NOMBRE de CONSEILLERS | POURCENTAGE (%) |
|-----------------------|-----------------------|-----------------|
| -Dierry / axe routier | 31 | 96,87 % |
| -Walo | 01 | 3,13 % |
| -Ferlo | 00 | 00 % |
| TOTAL = | 32 | 100 % |

Il ressort une très nette domination du diéry dans le conseil rural. Il semblerait que les populations des zones du walo et du ferlo sont moins intéressées par la politique, ou en tout cas très peu représentées.

Il est difficile de parler de fonctionnement du conseil rural même si ce dernier se réunit annuellement pour voter son budget. Cependant, on peut noter un secrétaire communautaire qui est chargé uniquement de l'état civil et un assistant communautaire recruté par la DCL qui travaille à la maison communautaire et conseille le Président. Un autre conseiller et vice président de la commission planification assure la permanence au niveau du conseil et agit au nom du PCR. Le budget se présente comme suit :

3.4.1.2 - Evolution du budget depuis 1998

| ANNEE | BUDGET | REALISE |
|-------|------------|-----------|
| 1998 | 13 832 778 | 1 746 744 |
| 1999 | 13 747 178 | 2 226 094 |
| 2000 | 12 257 234 | 1 883 736 |

Les taux de réalisation du budget en 1998, 1999, 2000 sont respectivement de 12.63%, 16.19% et 15.37%. Ceci fait apparaître l'insuffisance des ressources de la Communauté Rurale .

BUDGET PREVISIONNEL 2003

| RUBRIQUES | MONTANT |
|---------------------------------------|-------------------|
| Produit de l'exploitation | 1 325 000 |
| Produits domaniaux | 700 000 |
| Impôts locaux | 5 050 000 |
| Produits locaux | 71 598 |
| Résultat de fonctionnement | 2 420 602 |
| TOTAL SECTION FONCTIONNEMENT | 9 587 200 |
| Excédent d'investissement | 2 000 000 |
| Autre fonds de concours | 10 350 000 |
| TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT | 12 350 000 |
| TOTAL DES RECETTES | 21 917 200 |

Le principal problème sur lequel bute l'institution communautaire est la faiblesse de ses ressources financières qui est due entre autres :

- au taux de recouvrement très faible de la taxe rurale (moins de 10 pour cent toutes taxes) ;
- au manque de dynamisme de son économie (absence de PME ou PMI) qui réduit par conséquent l'assiette fiscale ;
- à l'absence de formation des Conseillers à leur nouveau rôle, rendu plus difficile par leur analphabétisme et par les engagements de certains conseillers à l'extérieur de la communauté rurale ;
- C'est une institution confrontée à beaucoup de difficultés par rapport à l'exercice de ses missions, notamment concernant les compétences transférées par la loi sur la décentralisation. Le Conseil devrait désormais être le maître d'ouvrage du développement dans son territoire.

3.4.2 - Les Associations de Développement

Ce sont incontestablement les chevilles ouvrières du développement dans leurs villages ; elles sont le plus souvent organisées à **l'échelle du village** et regroupent toutes les composantes de la population (adultes, femmes, jeunes, émigrés). Leur domaine d'intervention privilégié est le secteur social (santé, éducation, hydraulique, religieux) où l'essentiel des investissements provient de leur apport financier. Grâce à leurs expatriés en Europe, elles ont aussi pu faciliter l'intervention d'Organisations de Solidarité Internationale, telle l'ADOS dont l'intervention dans la Communauté Rurale a été facilitée par l'ADESBA. (Association pour le Développement de Sinthiou Bamambé). Les seules limites à l'action de ces associations sont liées d'une part à leur échelle d'intervention (le village) qui ne favorise pas le développement d'une vision plus globale à l'échelle de la Communauté Rurale.

A côté de ces associations, il faut noter la présence d'un autre type d'acteurs que sont les **Comités de Gestion** érigés pour la gestion des infrastructures socio-économiques de base de la CR. Ils interviennent dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'hydraulique. Ils mènent souvent des actions en synergie avec les associations de développement villageoises, notamment dans la mobilisation de ressources financières pour la réalisation de certaines infrastructures.

Avec l'arrivée du **PNIR**, un Comité de Concertation et de Gestion (**CCG**) à l'échelle de la communauté rurale a été mis en place pour prendre en charge la mise en œuvre des actions de la CR. Le CCG est en effet le bras technique du conseil rural. Pour ce faire il regroupe toutes les associations, toutes les couches sociales, tous les acteurs évoluant dans la CR de même que les structures déconcentrés de l'état.

Dans le cadre du suivi et la mise en œuvre du programme Thiangol Mangol, le Conseil rural a délégué la maîtrise d'ouvrage du programme à une commission inter villageoise nommée Commission Thiangol Mangol (**CTM**). Il existe aussi une association intercommunautaire des 7 villages dans le dandé mayo structurant des villages de la CR de Sinthiou Bamambé avec des villages de la CR de Ouro Sidy.

Les regroupements socio-professionnels tels que les GIE ou les Coopératives d'Agriculteurs, même s'ils existent, ont du mal à se structurer et à mener des actions en relations avec leurs objectifs. Souvent, ils manquent d'appui pour leur organisation et leur fonctionnement, ce qui se reflète dans leur capacité d'actions ; la plupart d'entre eux – à défaut d'être dissouts – sont dans une situation de grande léthargie. En réponse à ce manquement, la gestion de la composante OP du **PSAOP** par le biais de l'Agence d'Exécution Technique RODALE INSTITUTE a mis en place un Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (**CLCOP**) qui bénéficie du soutien technique de l'**ANCAR**.

Organisations officielles répertoriées dans la CR de Sinthiou Bamambé

| No | ORGANISATION | NOM du PRESIDENT | LOCALISATION |
|----|------------------------|-----------------------|---------------|
| 1 | PETI.I | EL IBRAHIMA DIAGANA | HAMADY OUNARE |
| 2 | DOUNGUEL | MAMADOU SEYDOU DIALLA | HAMADY OUNARE |
| 3 | KISSAL NGAYNAKA | HAMADY ALASSANE DIA | HAMADY OUNARE |
| 4 | BAMTAARE DJINGA | DIEYNABA NDIAYE | HAMADY OUNARE |
| 5 | YABBE THIERY DIORO | | HAMADY OUNARE |
| 6 | GPF | MAYRAM BOCOUM | SENO PALEL |
| 7 | GIE FAYE FAYO | AMADOU TIDIANE SALL | BANADJI |
| 8 | GIE DJETIDE | HAROUNA ALY SOW | GOUREL ADJI |
| 9 | GIE KAWRAL | ALIAS DIAGANA | HAMADY OUNARE |
| 10 | GIE KAWRAL | DIOULDE SOW | KELLOL |
| 11 | GIE MARI NOYEL | HOULEYE DIENG | NDENDORY |
| 12 | GPF | SALAMATA MBODJI | BAPAEL |
| 13 | GIE | DEMBA HAROUNA KA | FASSE DIAOBE |
| 14 | GIE KAWRAL | AMADOU NDIAYE | ORNDOLDE |
| 15 | GIE THIerno BABA TALLA | KALIDOU TALLA | ST-BAMAMBE |
| 16 | ASS. DEVELOP.ADESBA | RELLA BA | ST-BAMAMBE |
| 17 | GIE YAKARE | ELH MOUSSA | HAMADY OUNARE |
| 18 | GIE EMMIGRES | | ST-BAMAMBE |
| 19 | GPF | SIRA KANTE | TEKING |
| 20 | GIE MOUSTAPHA | OUMAR KONTE | HAMADY OUNARE |
| 21 | GPF | MALI SOUMARE | BANADJI |
| 22 | GIE YA ALLAH | RAMATA GAKO | HAMADY OUNARE |
| 23 | GPF TEDJI HALA | SAMBA DRAME | HAMADY OUNARE |
| 24 | GIE THILLE | HAMADY BADIAGA | HAMADY OUNARE |
| 25 | GIE BOBO YA | MAMADOU DIAWARA | HAMADY OUNARE |
| 26 | GIE GOUFA | DJIBY DIAGANA | HAMADY OUNARE |
| 27 | GIE DOUMOUROU | MAMADOU DIOP | HAMADY OUNARE |
| 28 | GIE DOUGGUE | SAMBA BAIDY DIALLO | HAMADY OUNARE |
| 29 | GIE GOURDY I | DEMBA BOCAR NIANG | HAMADY OUNARE |

| No | ORGANISATION | NOM du PRESIDENT | LOCALISATION |
|----|----------------|-----------------------|---------------|
| 30 | GPF FEDERATION | DIEYNABA HOUSSEYNOU | ORNDOLDE |
| 31 | GIE DANDE .V. | SALL | HQMODY OUNARE |
| 32 | GIE | ABOU DIAW | HAMADY OUNARE |
| 33 | AICHE SOUMARE | ABDOULAYE DIAW GPF | NDENDORY |

3.4.3 L'Administration et les Services Déconcentrés de l'Etat :

La réforme de 1996 qui consacre le transfert de compétences aux Collectivités Locales, constitue le point de départ d'une nouvelle collaboration entre les services déconcentrés de l'Etat et les populations à travers leurs différentes représentations que sont les Elus et les Associations.

Le Centre d'Expansion Rurale Polyvalent (CERP), dernier maillon des services techniques déconcentrés, a du mal à assurer correctement sa nouvelle mission d'appui à la Communauté Rurale dans l'exercice des compétences transférées, limité qu'il est par le manque de moyens de fonctionnement et ce , malgré le fait que la loi prévoit, dans le cadre des fonds d'appui à la décentralisation, des moyens pour le CERP par le biais de conventions les liant aux Communautés Rurales.

3.4.4 Les intervenants extérieurs

L'action des intervenants extérieurs dans la Communauté Rurale reste encore très timide du fait de l'éloignement qui empêche une intervention de proximité inscrite dans la durée. Nous pouvons citer entre autres structures intervenant :

- la **SAED** qui est engagée dans un vaste programme d'aménagement de périmètres rizières dans le dandé mayo, intervient aussi dans la CR autour de la mise place d'un Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols (**POAS**)
- le **PRODAM** qui a initié un important programme pastoral dont l'élément essentiel a été la construction du forage de Wendou diowi et l'aménagement de près de 70 000 ha d'unité pastorale
- le **PIP** qui conduit des programmes d'alphabétisation fonctionnelle dans plusieurs villages, et a mis en place une caisse communautaire de crédit et d'épargne pour financer des micros projets.
- l'**ANCAR** qui met en œuvre la composante Conseil Agricole et Rural du PSAOP ;
- le Rodale Institute qui est l'opérateur chargé d'accompagner l'organisation des producteurs dans la CR ;
- le Programme National des Infrastructures Rurales (**PNIR**) qui appuie les collectivités locales dans la définition et la mise en œuvre de politique de développement local, axé particulièrement sur la réalisation et la bonne gestion d'infrastructures socio économiques de base, d'activités génératrices de revenus, de renforcement des capacités.
- La **FRAO** qui est l'opérateur partenaire du PNIR chargé d'accompagner la Communauté rurale dans l'exécution du programme
- **TOSTAN** qui intervient dans l'éducation citoyenne et le renforcement du droit des femmes ;

- et enfin l'**ADOS/** (Association Ardèche Drôme Ourosogui Sénégal) dont l'accompagnement a permis de mener une réflexion qui a abouti à l'élaboration du présent document.

Présente dans la Communauté Rurale depuis 1992 à travers des actions ponctuelles (construction de la maternité de Sinthiou Bamambé), l'ADOS travaille depuis 1997 à structurer son action en s'appuyant sur les réformes institutionnelles dans le cadre de la décentralisation, et dont l'option centrale est la responsabilisation des acteurs locaux. C'est ainsi que le PROADEL (Programme d'Appui au Développement Local) a été mis en place avec les objectifs suivants :

- l'amélioration de la couverture des besoins en services, équipements et infrastructures sociales ;
- la valorisation et la gestion durable des espaces productifs et des ressources naturelles de la Communauté Rurale (programme Thiangol).
- l'amélioration de la maîtrise technique et organisationnelle des producteurs et des opérateurs techniques, dans la conduite de leur projet ;
- le renforcement de la capacité de maîtrise d'ouvrage du Conseil Rural.

L'évaluation du programme après trois ans de mise en œuvre a fait ressortir certaines limites dues essentiellement à l'absence d'un outil de programmation et de coordination des actions de développement à l'échelle de la Communauté Rurale. De ce constat est partie la nouvelle dynamique partenariale entre l'ADOS et le Conseil Rural, et dont l'objectif principal est l'élaboration du Plan Local de Développement de Sinthiou Bamambé.

Ce Plan doit offrir à tous les acteurs intervenants dans la Communauté Rurale une carte d'identité de la Communauté Rurale, répertoriant ses forces et ses faiblesses spécifiques. Les axes retenus à partir de graphes d'objectifs du Plan présentent les préoccupations principales des populations, et ce sont autour de ces préoccupations que doivent s'organiser les interventions pour permettre un développement populaire et cohérent. Si la Communauté Rurale arrive à se positionner au centre de ce processus, ce sont tous les habitants, à travers leurs élus et leurs associations, qui deviennent les maîtres d'œuvre de leur propre développement.

IV - ANALYSE DES PROBLEMATIQUES ET ENJEUX DE DEVELOPPEMENT

La Communauté Rurale de Sinthiou Bamambé, à l'instar de la plupart des collectivités du Sénégal peut être considérée comme une zone déshéritée, au vu du peu de ressources agricoles dont elle dispose. Ses richesses humaines et financières sont à l'extérieur, notamment entre la France et l'Afrique Centrale. A l'analyse, quelques constats semblent se dégager :

☞ *Une sous exploitation des surfaces irriguées dans le walo :*

Tous les villages de la zone du walo ont au moins un périmètre irrigué villageois (PIV). D'après les données de la SAED, sur les 7000 hectares aménagés dans la région de Matam, 1800 seulement sont annuellement cultivés. La difficulté de remboursement des crédits contractés par les producteurs reste le principal blocage. La CR quant à elle n'exploite qu'environ 180 Ha répartis ainsi qu'il suit :

| Villages | PIV | Surface nette irriguée | Surface exploitée |
|--------------|-----------|------------------------|-------------------|
| Ngano | 3 | 48,5 | 0 |
| Barmathial | 1 | 20 | 0 |
| Ornoldé | 4 | 65,5 | 2,8 |
| Bapalel | 2 | 41,5 | 0 |
| TOTAL | 10 | 175,5 | 2,8 |

Jusqu'à l'avènement de la Nouvelle Politique Agricole les intrants étaient fournis par la SAED sous forme de crédit. La faiblesse des rendements et de la productivité ainsi que du prix au producteur, a fini par asphyxier les producteurs qui ne pouvaient plus alors rembourser leurs crédits. Par la suite, la SAED s'est désengagée des fonctions de crédit laissant à eux-mêmes des producteurs pas suffisamment préparés pour négocier avec les institutions financières.

☞ *Une production agricole peu diversifiée et essentiellement vivrière dans le Diéry et le walo :*

A côté des cultures de rente quasi marginales, la culture céréalière est très pratiquée tant dans la zone du walo (sorgho « samé » en décrue) que dans le diéry (« souna » ou mil en pluvial). Le maïs est aussi de plus en plus cultivé dans le walo à côté des courges et patates. Dans le diéri, on note une prédominance du mil à côté de l'arachide de bouche, du niébé et du bissap.

L'ensemble de ces productions est destiné à l'auto consommation à l'exception du mil dont les excédents sont vendus aux commerçants pour accéder aux produits de consommation courante tel que l'huile, le riz, du savon...

L'horticulture et l'arboriculture, malgré des potentialités qu'elles renferment, sont très peu développées. Pourtant, les productions maraîchères et arboricoles pourraient notablement pallier la malnutrition des enfants qui se fait de plus en plus sentir au niveau du district sanitaire.

➤ **Difficulté dans la protection des végétaux :**

La protection des végétaux est une préoccupation majeure des agriculteurs et un facteur important de perte de rendement. De nombreux ravageurs s'attaquent aux cultures à différents stades. Il n'existe presque pas des moyens de lutte pour les cultivateurs. L'approvisionnement en produit phytosanitaire est resté encore insuffisant dans la zone.

La Direction de la Protection des Végétaux intervient par un appui aux comités de lutte villageois qui sont formés annuellement, mais le relais est souvent difficile. Le taux de renouvellement annuel de ces comités est presque nul. La DPV, à travers son relais qui est un agent du CERP, a en possession un stock de sécurité de produits phytosanitaires, distribués aux agriculteurs demandeurs.

Cependant les agriculteurs demandeurs soulèvent le problème de la redistribution des dotations de produits de la DPV, qui ne se fait pas de façon équilibrée entre les zones.

➤ **Des problèmes d'érosion croissant dans le haut diéry :**

La zone du haut diéry est soumise à de sérieux problèmes d'érosion. La conformation particulière de ces reliefs peut pourtant permettre une utilisation des bas fonds qui présentent des atouts non négligeables. Des aménagements sommaires peuvent répondre à des besoins des agriculteurs comme des éleveurs. La construction de digues filtrants qui, installées à des points précis du marigot, permettra à la fois d'optimiser la culture céréalière, de faciliter l'abreuvement du bétail et de limiter l'érosion. Ce type d'aménagement permet d'augmenter l'infiltration et donc la réalimentation de la nappe.

Le conseil rural est déjà engagé depuis plus de trois ans dans un processus de résolution du problème par le biais d'un partenariat de coopération décentralisée avec la Communauté des Commune du Val de Drôme sur le Thiangol et dans lequel assure la maîtrise d'œuvre.

➤ **Une dégradation importante des ressources naturelles**

Elle est surtout perceptible dans la zone du Diéri et particulièrement au environs du goudron. Ceci s'explique en grande partie par une forte pression des populations (près de 60% de la population sont concentrés sur l'axe du goudron long de 15 km, de Séno Palel à Ounaré) et à un manque de concertation entre les différents acteurs (population, élus et services techniques) sur la gestion de ces ressources. Aujourd'hui une grande équation se pose concernant l'élevage dans un contexte de politique nouvelle en matière de protection des ressources naturelles ; en effet l'alimentation du bétail est fournie à plus de 90% par les pâturages naturels du fait du mode de conduite des troupeaux de type extensif. Alors qu'avec les aléas de la sécheresse, on assiste souvent à une dégradation des pâturages qui se traduit par une faible diversité de la flore et une diminution de leur capital végétal.

Enfin, les feux de brousse dont les causes sont souvent attribuées à l'action de l'homme (chasse, défrichement, etc.) détruisent des milliers d'hectares et s'affirment de plus en plus comme un fléau contre lequel il faudra lutter.

➤ **Des producteurs peu organisés :**

Les organisations de producteurs sont peu développées dans la CR de la zone. Qu'il s'agisse de l'agriculture de l'élevage ou de la pêche, il n'existe pas encore d'organisations capable de prendre en charges les fonctions liées à la production agricole.

Les producteurs de la zone du walo, longtemps habituée à l'assistance de la SAED, souffrent aujourd'hui du désengagement de cette dernière qui s'occupe plus des fonctions telles que l'approvisionnement en intrants et matériels agricoles ou l'écoulement des productions. Les quelques organisations qui existent dépassent rarement l'échelle village et s'occupent en général d'opérations non intégrées au processus de production. C'est le cas des femmes qui mettent en place des organisations de type GIE dont l'objectif n'est pas tant de dynamiser la production que de capter des crédits souvent mal articulés aux besoins réels.

C'est dans le Diéry qu'on rencontre davantage ce type d'organisations. Les seules organisations formelles qui couvrent l'ensemble de la CR sont la coopérative rurale et la section locale de la maison des éleveurs. Malheureusement, ces organisations ont été créées à l'initiative de services techniques et d'organisations se situant à des niveaux supérieurs (régional ou national). Ceci explique que ces organisations fonctionnent plus dans une logique d'appareil que dans une logique de réponse aux vrais problèmes qui se posent aux producteurs de la CR.

On note une absence totale d'organisation dans la zone du ferlo. Ceci est en partie dû au caractère nomade des populations de cette zone.

- Types d'organisations et domaines d'intervention

| TYPES D'ORGANISATION | DOMAINES D'INTERVENTION / ACTIVITES | PROBLEMES SOULEVES | HYPOTHESES DE SOLUTIONS |
|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT | <ul style="list-style-type: none"> - Maraîchages , - Assainissement, - Reboisement, - Grandes cultures, - Actions scolaires, - Embouche bovine, - Protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens financiers, - Manque d'eau pour le maraîchage et des moto-pompes très souvent en panne, - Manque de papiers de reconnaissance pour certaines au niveau de la CR, - Insuffisance de partenaires au développement, - Absence de clôture, forte divagation des animaux. | <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le partenariat pour résoudre le problème financier, - Créer des puits équipés, - Sensibiliser les membres sur les procédures d'obtention de papiers légaux, - Former les membres en gestion, en nouvelles techniques agricoles. - Clôturer les jardins - meilleur gardiennage des animaux |
| GIE | <ul style="list-style-type: none"> - Maraîchage, - Commerce, - Alphabétisation, - Arboriculture, - Embouche bovine et Ovine, - Grandes cultures. | <ul style="list-style-type: none"> - Manque de moyens financiers, - Manque d'eau, - Insuffisance de foyer d'alphabétisation, - Manque de semences de qualité, - Divagation des Animaux. | <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le partenariat, - Créer des puits équipés, - Formation en gestion, en nouvelles techniques agricoles, - Clôturer toute parcelle de maraîchage. |
| ASC | <ul style="list-style-type: none"> - Sport, - Culture, - Assainissement. | <ul style="list-style-type: none"> - Manque de licence pour certaines, - Manque d'encadrement, - Manque de sécurité lors des compétitions, - Partenaires limites. | <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de la sécurité lors des compétitions, - Augmenter le partenariat. |
| COMITE DE GESTION | | <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gestion - Non renouvellement de bureau - Tarification des services pour le forage - Extension et rénovation du réseau ; - Assainissement. | <ul style="list-style-type: none"> - Formation - Sensibilisation des membres - Extension et rénovation du réseau - Création de comités de salubrité - Lotissement des villages |

| TYPES D'ORGANISATION | DOMAINES D'INTERVENTION / ACTIVITES | PROBLEMES SOULEVES | HYPOTHESES DE SOLUTIONS |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| GPF | <ul style="list-style-type: none"> - Maraîchage - Couture, - Teinture, - Alphabétisation, - Embouche, - Crédit et Epargne, - Mouture de céréales. - Artisanat | <ul style="list-style-type: none"> - Certains ne sont pas reconnus, - Manque d'eau, - Divagation des Animaux, - Partenaires limites, - Manque de petit matériel pour le maraîchage, - Pas de formation pour certains membres - Moto-pompes et moulins à mil très souvent en panne. <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de foyer d'alphabétisation. - Non renouvellement de bureau - Organisation sur des bases féodales | <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de partenariat, - Créer des puits équipés, - Clôturer les parcelles - Lutter contre la divagation, - Former les membres en gestion et en nouvelles techniques agricoles, en conservation et en transformation des fruits et légumes, <ul style="list-style-type: none"> - Achat de moto-pompes avec une plus grande capacité et réparation de Moulin a mil, - mettre en place des fonds d'amortissement conséquents - Augmenter le nombre de foyer d'Alphabétisation. |

☞ ***Un tissu économique peu dynamique***

Les activités marchandes, qui viennent en aval des activités productives, connaissent une relative croissance, mais l'environnement est assez défavorisé en termes d'outils de financement (accès difficile au financement pour les petits opérateurs économiques) et de structures d'appui. Cette carence est l'un des freins au développement et encourage la tendance à l'émigration.

Les espaces de développement économiques se situent essentiellement sur l'axe du goudron. La totalité des infrastructures de services, telles que le téléphone ou l'électricité, et de transports se trouvent dans cette zone au détriment du *dandé mayo* et du *diéry*, handicapés par leur enclavement. Par ailleurs, les acteurs dans ce secteur souffrent d'un manque d'organisation et de formation, ce qui constitue un véritable handicap au développement.

☞ ***Un potentiel rizicole sous exploité :***

Dans le Walo, on constate de vastes chantiers d'aménagement de PIV destinés à la riziculture et au maraîchage. Cependant la plupart sont inexploités du fait de leur mauvaise qualité technique d'une part, et d'autre part de la difficulté d'accès aux terres liée au système traditionnel de gestion foncière, malgré la loi sur le domaine national qui depuis 1963 régit ce secteur. Par ailleurs l'agriculture dans cette zone souffre énormément de l'enclavement notamment en hivernage qui occasionne des surcoûts dans l'acquisition des intrants.

☞ ***La pêche : une activité de moins en moins pratiquée :***

La pêche qui était également une activité jadis importante le long du fleuve connaît un déclin dû à un défaut de soutien et de vision claire car souvent assimilée à une fonction sociale réservée aux Subalbé. Aujourd'hui l'urgence se situe autour du renouvellement des équipements et d'une réorganisation du secteur pour en faire une filière porteuse. Cette action devra être sous-tendue par le développement d'un système de crédit approprié.

☞ ***Un enclavement qui touche principalement la zone du walo :***

Toute une partie de la CR est carrément isolée du reste pendant l'hivernage. Le Diouloul, bras du fleuve Sénégal qui se remplit avec les premières crues en juillet empêche l'accès des villages du walo (4 villages et 25% de la population) pendant au mois trois mois de l'année. Cela affecte notablement la communication entre le walo et le reste de la CR. L'approvisionnement en denrées alimentaires de première nécessité et en médicament, ou encore l'évacuation des malades en cas d'urgence deviennent critiques.

De même, cette situation entrave l'écoulement de certains produits agricoles dans cette zone où les cultures de décrue et les produits maraîchers restent relativement importants.

Cet enclavement rend également difficile l'accès aux champs pour les personnes des villages du Diéri qui disposent de terres au bord du fleuve. La route du fleuve, qui n'est pas en bon état est quand même praticable alors que les pistes transversaux (Ngano-Soringho-Kanel,

Barmathial-Hamady Ounaré, Bapalel-Hamady Ounaré) sont coupés par de petits marigots et la circulation est impossible après les pluies.

➤ ***Une partie complètement isolée du reste de la CR : le haut Diéri et le Ferlo***

On y trouve un nombre assez important de petits villages ou hameaux isolés, peu impliqués dans les actions de développement et complètement coupés du reste de la Communauté Rurale. Paradoxalement, il s'agit de la zone de pâturage primordiale de la Communauté Rurale fortement traversée par les feux de brousse. Cette zone souffre aussi d'une carence en infrastructures communautaires et sociales (absence de structures de santé ; de forages ou de réseaux d'adduction d'eau ; d'écoles et de pistes de production). Le taux de scolarisation y est très faible, voire nul.

➤ ***Le paradoxe de l'émigration :***

L'émigration permet à de nombreuses familles de vivre grâce à leurs fils à l'étranger, mais rend difficile la mise en place de nombreux projets de développement car ces derniers s'appuient sur une population active, notamment masculine qui se rétrécit de plus en plus. En effet le phénomène migratoire a pris une ampleur dans la Communauté Rurale à partir des grandes sécheresses des années 1970, et on estime le nombre d'émigrés à environ 10% de la population.

Elle est une composante essentielle de l'économie de la zone ; en effet les migrants sont des clients potentiels pour tout ce qui concerne l'immobilier et les équipements de service. L'effet pervers de cette émigration, au plan économique, outre le fait de mobiliser une grande partie des « hommes valides », est l'attraction chez les jeunes qui n'ont plus qu'un seul objectif : partir. Ce phénomène a entraîné de grosses perturbations notamment dans les secteurs de l'agriculture (qui souffre d'un grave désintérêt) et de l'éducation (rares sont les jeunes qui terminent leur cursus scolaire).

4-1 - LES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET LEURS ETATS;

TABLEAU DES INFRASTRUCTURES

| Infrastructures | | I. Hydrauliques | | | | I. Educatives | | | | | I. Sanitaires | | | | | | | | | | |
|-----------------|-------|-----------------|----|-------|-----|---------------|----|----|-----|-----|----------------|----|---------------|----|------------------|----|-----------|----|-------|---------------------|----|
| Villages | Zones | Forage | | Puits | | Ecole classe | | | FAL | CEM | Poste de santé | | Case de santé | | Maternité rurale | | Pharmacie | IB | Dépôt | Parcs à vaccination | |
| | | F | NF | F | NF | française | cc | ab | | | F | NF | F | NF | F | NF | | | | | |
| Andiyari | Diéri | | | | | | | | 02 | | | | | | | | | | | | |
| Banadji | | 01 | | 01 | 03 | 01 | 01 | | 01 | | | | | | | | | | | | |
| Bangassy | | | | 01 | | | | | 01 | | | | | | | | | | | | |
| Daïba | | | | 01 | 03 | 01 | 02 | | 01 | | | | 01 | | | | | | | | |
| Dar-salam | | | | 01 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fass Diaobé | | | | 01 | 01 | | | | 01 | | | | | | | | | | | | |
| H. Ounaré | | 01 | | 80 | | 01 | 10 | 04 | 14 | 01 | 01 | | | | | | 01 | 01 | 01 | | |
| Kellol | | | | | | 01 | 03 | | 01 | | | | | | | | | | | | 01 |
| Gourel Adji | | | | | | 01 | | 02 | 01 | | | | 01 | | | | | | | | |
| Madina Kolel | | | | | | | | | 01 | | | | | | | | | | | | |
| Mandioumba | | | | 01 | | | | | 01 | | | | | | | | | | | | |
| Ndendory | | | | 39 | 20 | 01 | 06 | | 02 | | 01 | | | | 01 | | | 01 | 01 | 01 | 01 |
| Séno palel | | | 01 | 04 | | 01 | 08 | | 02 | | 01 | | | | | | | | | | |
| St. bamambé | | 01 | | 10 | 02 | 01 | 09 | 01 | 05 | | 01 | | | 01 | | | 01 | 01 | | | 01 |
| Tékinguel | | 01 | | 01 | | 01 | 05 | 03 | 02 | | | | | | | | | | | | |
| Wennody | | | | 03 | | 01 | | 04 | 02 | | | | 01 | | | | | | | | |
| Total | | | 04 | 01 | 143 | 29 | 10 | 44 | 14 | 37 | 01 | 03 | 01 | 02 | 01 | 01 | 01 | 02 | 03 | 02 | 03 |

| Infrastructures | | I. Hydrauliques | | | | I. Educatives | | | | | I. Sanitaires | | | | | | | | | |
|-----------------|-------|-----------------|----|-------|----|---------------|----|----|-----|-----|----------------|----|---------------|----|------------------|----|-----------|----|-------|----------------|
| Villages | Zones | Forage | | Puits | | Ecole classe | | | FAL | CEM | Poste de santé | | Case de santé | | Maternité rurale | | Pharmacie | IB | Dépôt | P. vaccination |
| | | F | NF | F | NF | française | cc | ab | | | F | NF | F | NF | F | NF | | | | |
| Bapalel | Walo | | | 10 | | 01 | 02 | | 01 | | | | | | | | | | | |
| Barmathial | | | | 10 | 03 | 01 | 03 | 01 | 02 | | | | | | | | | | | |
| Ngano | | | | 19 | | 01 | 05 | | 01 | | 01 | | | | | | | 01 | | |
| S. Ngano | | | 01 | 01 | 01 | | | | | | | | | | | | | | | |
| Orndoldé | | | | | 24 | 03 | 01 | 04 | 01 | 01 | | 01 | | | | | | 01 | | |
| Total | | | 00 | 01 | 64 | 07 | 04 | 14 | 02 | 05 | 00 | 02 | 00 | 00 | 00 | 00 | 00 | 00 | 02 | 00 |
| Lordouga | Ferlo | | | 01 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Savadoquel | | | | 01 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Windé dioye | | | 01 | | 01 | | | | 01 | | | | | 01 | | | | 00 | | 01 |
| Total | | | 01 | 00 | 03 | 00 | 00 | 00 | 00 | 01 | 00 | 00 | 00 | 00 | 01 | 00 | 00 | 00 | 00 | 00 |

Légende : F = fonctionnel – NF = non fonctionnel – CC = construction - FAL =abri provisoire

4.1.1 - Les infrastructures hydrauliques

L'insuffisance de l'eau dans la communauté rurale constitue un facteur limitant pour le développement des productions maraîchères et l'élevage. On rencontre au total 05 forages fonctionnels, 01 forage en construction et 01 forage en panne, depuis 3 ans.

Le nombre de puits est évalué à 246 sur les 23 villages que compte la CR, dont 36 non fonctionnels. Les eaux des puits sont en général saumâtres. Dans le Walo et le Diery, cette eau est réservée au linge et la vaisselle. Dans le Diery, les populations s'alimentent en eau potable dans les séanes ou grâce à de rares puits. Dans le Walo, l'eau de boisson est recueillie le plus souvent à partir du fleuve Sénégal sans traitement préalable.

- Contraintes

- Insuffisance de puits et de forages ;
- Absence de forage dans le Ferlo ;
- Nappe profonde dans le Ferlo ;
- Courte durée de rétention des eaux dans les mares ;
- Tarissement des puits en saison sèche ;
- Mauvaise gestion des comités de forage ;
- Moto-pompes très souvent en panne, ou à capacité faible.

- Solutions préconisées

- Augmentation du nombre de puits et amélioration des équipements;
- Aménagement de mares permanentes;
- Sensibilisation des populations sur la nécessité de traiter l'eau du fleuve avant sa consommation ;
- Mise en place d'une station de traitement.

4.1.2 - Les infrastructures éducatives

On dénombre quatorze (14) écoles primaires et un collège d'enseignement moyen à Hamady Ounare. Il y a aussi des foyers d'alphabétisation au nombre de 43. Nous avons dénombré 58 salles de classes construites et 16 abris provisoires, soit une moyenne de 5 classes par école.

- Contraintes

Les contraintes principales de ce secteur sont :

- Absence totale d'écoles dans le Ferlo;
- Insuffisance de maîtres dans certaines écoles;
- Absentéisme des enseignants;
- Insuffisance de salles de classes;
- Manque de matériel didactique;
- Existence de nombreux abris servant de salles de classes ;
- Classe à double flux encore en cours.

- *Solutions envisagées*

- Construire des écoles dans le Ferlo;
- Recruter des enseignants et exercer un contrôle sur leur régularité ;
- Augmenter le nombre de salles de classes et supprimer progressivement les abris provisoires;
- Création de cantines scolaires.

4.1.3 - Les infrastructures sanitaires

La CR compte cinq (5) postes de santé en bon état. Mais ce ratio (05 sur 23) est très faible; ce qui équivaut à 05 infirmiers pour une population estimée à 35.410 habitants. Le nombre de cases de santé est aussi faible (4 sont fonctionnels et 2 non fonctionnels). Il existe deux (02) maternités rurales dans toute la CR dont 01 non fonctionnelle. Le nombre de pharmacie et de IB est évalué à 08. Il y a 4 parcs à vaccination.

Il convient de signaler que les accouchements se font soit dans les postes de santé, soit à domicile avec l'aide des accoucheuses traditionnelles. Malgré les actions d'éducation sanitaire menées par les agents d'encadrement, le service d'hygiène, le chef de poste médical, le CERP, les conditions d'assainissement de certains villages de la CR restent encore précaires : absence de latrines, pas d'incinération des ordures ménagères, existence de grandes mares temporaires au milieu des villages. Ces mares sont des foyers d'infestation par excellence.

- *Contraintes :*

- Absence de sage femme dans toute la CR;
- Manque chronique d'infrastructures sanitaires dans le Ferlo;
- Insuffisance de poste et de case de santé;
- Insuffisance d'ambulance pour évacuer les malades.

- Solutions envisagées

- Implantation de maternité ;
- Un dispensaire dans un village centre du Ferlo ;
- Amélioration des infrastructure par la mobilité.

4.1.4 - Les infrastructures économiques

On note l'existence d'un bureau de poste à St-bamambe, d'un marché hebdomadaire à Ndendory et des marchés permanents. Il faut noter le raccordement de cinq villages au réseau téléphonique. La plupart des GPF possèdent des moulins à mil qui sont le plus souvent non fonctionnels. Les moulins en panne ne sont pas généralement réparés, les organisations attendant tout des émigrés.

PRESENTATION DU PLAN STRATEGIQUE QUINQUENNAL

4.1.4.1 L'agriculture

L'enjeu principal dans ce secteur demeure sa revitalisation à travers un redressement au niveau de la rentabilité. Pour ce faire, certains préalables devront être obtenus; il s'agit entre autres :

- du désenclavement principalement de la zone du walo pour faciliter l'accès aux facteurs de productions pour lesquels un véritable problème se pose au niveau de l'approvisionnement, agissant négativement sur la rentabilité dans ce secteur ;
- la maîtrise de l'eau pour pallier à toute dépendance à l'égard des conditions climatiques aux aléas peu maîtrisés, compromettant d'une année à l'autre les possibilités de production ;
- d'une prise en charge réelle des nombreux litiges fonciers opposant des populations ou des villages et qui constituent aujourd'hui une véritable entrave pour l'exploitation des énormes potentialités dans ce secteur ;
- Réflexion sur l'utilisation de PIV et la valorisation sérieuse des aménagements ;
- Amélioration des rendements par le renouvellement et la modernisation des outils et équipements agricoles et par l'amélioration de la maîtrise des itinéraires techniques ;
- Organisation de la filière amont (intrants) et aval (commercialisation).

Les actions ciblées par les populations ont été regroupées sous deux objectifs principaux : l'augmentation de la production et l'amélioration de la commercialisation.

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1.1.1.1 Augmentation de la Production :</p> <p>- Améliorer les taux de Rendement des cultures</p> | <ul style="list-style-type: none"> - fertilisation des sols - modernisation du matériel agricole - création de magasins de vente de semences et engrais de qualité - mise en place d'un système mutualiste de financement de l'agriculture - réhabilitation des Périmètres de la Saed - amélioration de la conception technique des nouveaux aménagements - création d'ateliers de fabrication de matériels agricoles - renforcement et vulgarisation des itinéraires techniques - amélioration de la couverture phytosanitaire des cultures | <p><i>Etat</i></p> <p>Conseil Rural AVD Migrants CNCAS SAED ANCAR CERP ISRA IRD</p> <p>Partenaires au développement</p> |
| <p>Commercialisation :</p> <p>- faciliter l'écoulement du surplus de production</p> | <ul style="list-style-type: none"> - désenclavement du dièry et du dandé mayo - construction de magasins de stockage - installation de PMI pour la transformation de produits agricoles - regroupement des producteurs par filières - création d'un marché hebdomadaire - diversification de la production agricole - mise en place d'un fond de commercialisation | <p><i>Etat</i></p> <p>Conseil Rural AVD Migrants CNCAS SAED ANCAR CERP ISRA IRD</p> <p>Partenaires au développement</p> |

4.1.4.2 - La pêche

Grâce à la présence du fleuve, des potentialités réelles existent dans ce secteur; cette activité est essentiellement pratiquée dans la zone du walo par les Subalbé. Cependant, le secteur souffre de plusieurs contraintes dont les plus importantes sont le niveau de *sous-équipement* et l'absence d'une politique de *développement de la filière*. En attendant, la priorité devra porter sur la protection de la ressource qui subit les aléas du climat, ainsi que les perturbations de l'écosystème autour des berges du fleuve.

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| - faciliter l'accès aux équipements de pêche | - création de magasins de vente de matériels de pêche - organisation des pêcheurs en coopérative - mise en place d'une mutuelle pour l'acquisition des équipements de pêche | - Eaux et Forêts - Coopératives - Migrants |
| - protéger les ressources du fleuve | - Application de la réglementation des filets de pêche - reboisement des alentours de la berge - repérage et protection des zones de reproduction | - Eaux et Forêts - Coopératives - Migrants |
| - améliorer la rentabilité du secteur | - installation d'équipement en froid pour la conservation des prises - développement des techniques de transformation et de conservation - organisation de la commercialisation de la production - vulgarisation de la pisciculture | - Eaux et Forêts - Coopératives - Migrants |
| - promouvoir la filière de la pêche | - regroupement des pêcheurs en GIE - formation des pêcheurs - sécurisation de la navigation - renouvellement des embarcations et du matériel de pêche | - Eaux et Forêts - Coopératives - Migrants - Conseil Rural |

4.1.4.3 - L'élevage

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Cheptel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bovins : 17400 - Ovins : 29100 - Caprins : chiffre non encore disponible - Equins : 1809 <p>Parc à vaccination : 4 Vétérinaire : 1 seul agent vétérinaire basé à Sinthiou Bamambe Magasins de vente d'aliment bétail : 0 Pharmacie vétérinaire : 0</p> |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Ce secteur constitue un véritable levier sur lequel la Communauté Rurale peut s'appuyer pour enclencher le décollage de son économie, malgré toutes les contraintes qu'il faudra lever. En effet, l'importance du cheptel (environ 17 400 têtes de bovins et 29100 en ovins pour ne citer que ces deux espèces) nécessite une nouvelle approche dans le mode de gestion qui devra s'articuler autour de deux préoccupations majeures que sont :

- un accroissement de la rentabilité économique,
- une préservation des ressources naturelles.

Ainsi se pose toute la problématique de développement dans ce secteur; qui face aux difficultés d'alimentation du bétail et à la rentabilité de l'activité, entrevoit quelques pistes de solutions énumérées ci- après :

- une modernisation de la méthode de conduite du bétail qui passe par une intensification ;
- la création d'une valeur ajoutée relativement importante sur tous les produits dérivés ;
- une meilleure organisation des acteurs dans ce secteur à travers la mise en place de GIE qui pourront travailler à l'émergence de PMI pour la transformation des produits (tannerie, abattage, transformation et conservation de produits laitiers).

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - rendre accessible les zones de pâturage et les points d'eau | <ul style="list-style-type: none"> - ouverture de parcours du bétail - mise en place de haies vives pour clôturer les champs - sensibilisation des éleveurs et des agriculteurs sur la gestion pastorale - aménagement de couloirs sur les berges du fleuve | <ul style="list-style-type: none"> - Conseil Rural - CERP - Coopératives d'agriculteurs - SAED - Villages |
| -améliorer l'alimentation du bétail | <ul style="list-style-type: none"> - introduction des cultures fourragères - aménagement de zones de mise en défens - formation des populations aux techniques de fauchage et de conservation des fourrages - mise en place de stocks d'aliments concentrés | <ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs - CERP - ANCAR - Commerçants - Eleveurs - Service Elevage |
| - améliorer le taux de couverture sanitaire du bétail | <ul style="list-style-type: none"> - systématisation des campagnes de prophylaxie - construction de parcs à vaccination - création de dépôts de pharmacie vétérinaire - formation d'auxiliaires vétérinaires - renforcement du contrôle à la frontière du bétail venant des autres pays | <ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs - CERP - ANCAR - Commerçants - Eleveurs - Service Elevage |

4.1.4.4 - L'éducation

Infrastructures

| ZONES | Ecole primaire | Collège | Alphabétisation | Daara |
|---------|----------------|---------|-----------------|-------|
| DIERY | 5 | 0 | 6 | - |
| GOUDRON | 7 | 1 | 7 | - |
| WALO | 4 | 0 | 5 | - |
| FERLO | 0 | 0 | 2 | - |

| Classe physique | CI Fonctionnelle | CI à réhabiliter | Abris provisoires | CI non fonctionnelle |
|-----------------|------------------|------------------|-------------------|----------------------|
| 69 | 64 | 15 | 14 | 00 |

Les équipements

| Effectifs | | Table bancs | R. EETB | Bureau | Chaises | Armoires |
|-----------|------|-------------|---------|--------|---------|----------|
| G | 1596 | 3968 | 1044 | 3.08 | 36 | 31 |
| F | 2187 | | | | | |

Scolarisation (niveau recrutement CI)

| | Garçon | Fille | Total |
|-------------------|--------|-------|-------|
| 2002 | 353 | 273 | 626 |
| 2003 (avril-mai) | 325 | 416 | 741 |

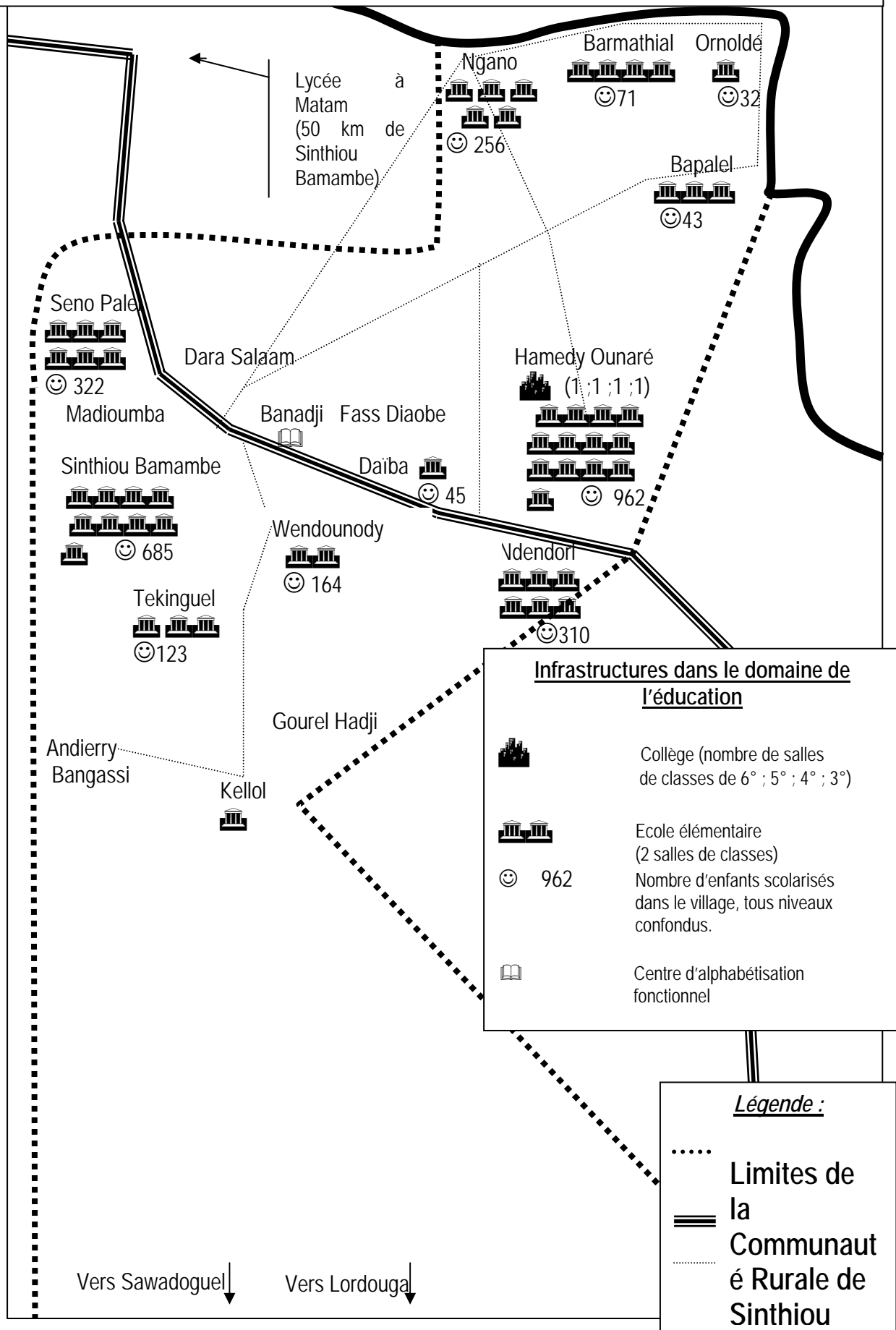
La Communauté Rurale accuse un déficit en infrastructures scolaires essentiellement dû à un problème de répartition spatiale qu'il faudra s'atteler à combler pour lui permettre d'atteindre son objectif de scolarisation générale. En effet, pour un effectif de près de trois mille élèves (sans compter tous les enfants en âge d'aller à l'école et dont le nombre reste difficile à savoir notamment dans certaines zones comme le dièry et le ferlo où la mobilité des populations gêne énormément l'établissement de statistiques fiables), la Communauté Rurale ne compte que 64 salles de classes réparties entre les villages du goudron et ceux du walo. Les villages du dièry ne disposent que d'une salle de classe en abri provisoire à Kellol. Ainsi toute la problématique dans ce secteur réside dans la capacité à trouver des réponses aux équations suivantes :

- relever le taux de scolarisation par un renforcement des capacités d'accueil ;
- corriger le déséquilibre en infrastructures en augmentant les écoles dans le Dièry ;
- revaloriser l'enseignement par une sensibilisation de l'ensemble des acteurs concernés sur la nécessité de l'éducation des enfants même face à la tentation forte à l'émigration.

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| - augmenter les capacités d'accueil | - réhabilitation des infrastructures existantes - augmentation des salles de classe - création de nouvelles écoles dans le Dièry - construction d'un CEM | - Parents d'élèves - IDEN - Conseil Rural - Associations villageoises |
| - relever le taux de réussite aux examens d'entrée en 6è et au BFEM | - Inscription massive des enfants - Incitation à l'excellence - Sensibilisation des parents sur l'intérêt de l'éducation des filles - Amélioration de la qualité de l'enseignement | - - - Parents d'élèves - IDEN - Conseil Rural - Associations |

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - Réduction du pourcentage de Volontaires dans les classes - Redynamisation des cellules pédagogiques - Baisse des prix des fournitures scolaires - Amélioration des conditions d'accueil et d'hébergement | <ul style="list-style-type: none"> - villageoises - PROARES |
| <ul style="list-style-type: none"> - Baisser le taux d'analphabétisme chez les adultes | <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle - Installation d'ECB | <ul style="list-style-type: none"> - - Parents d'élèves - IDEN - Conseil Rural - Associations villageoises - PROARES |
| <ul style="list-style-type: none"> - relever le niveau de formation technique et professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un centre de formation agricole et artisanale - Décentralisation des programmes de recyclage des agents de l'Etat | <ul style="list-style-type: none"> - - Parents d'élèves - IDEN - Conseil Rural - Associations villageoises - PROARES |

Communauté Rurale de Sinthiou Bamambé : infrastructures dans le domaine de l'éducation



4.1.4.5 - La Santé

| ZONE | DISPENSAIRES | CASE DE SANTE | MATERNITE | PERSONNEL QUALIFIE | PRINCIPALES PATHOLOGIES |
|---------|--------------|---------------|-----------|---------------------------|-------------------------------------------------------|
| DIERY | 0 | 2 | 0 | Asc. : 2 | - Paludisme - Maladies respiratoires - diarrhée |
| GOUDRON | 4 | 1 | 3 | Infirmier : 4 Asc. : 1 | - paludisme - parasitoses - diarrhée |
| WALO | 2 | 0 | 1 | Infirmier : 2 | - paludisme - parasitoses - bilharziose |
| FERLO | 0 | 1 | 0 | - | - Paludisme - Maladies respiratoires - diarrhée |

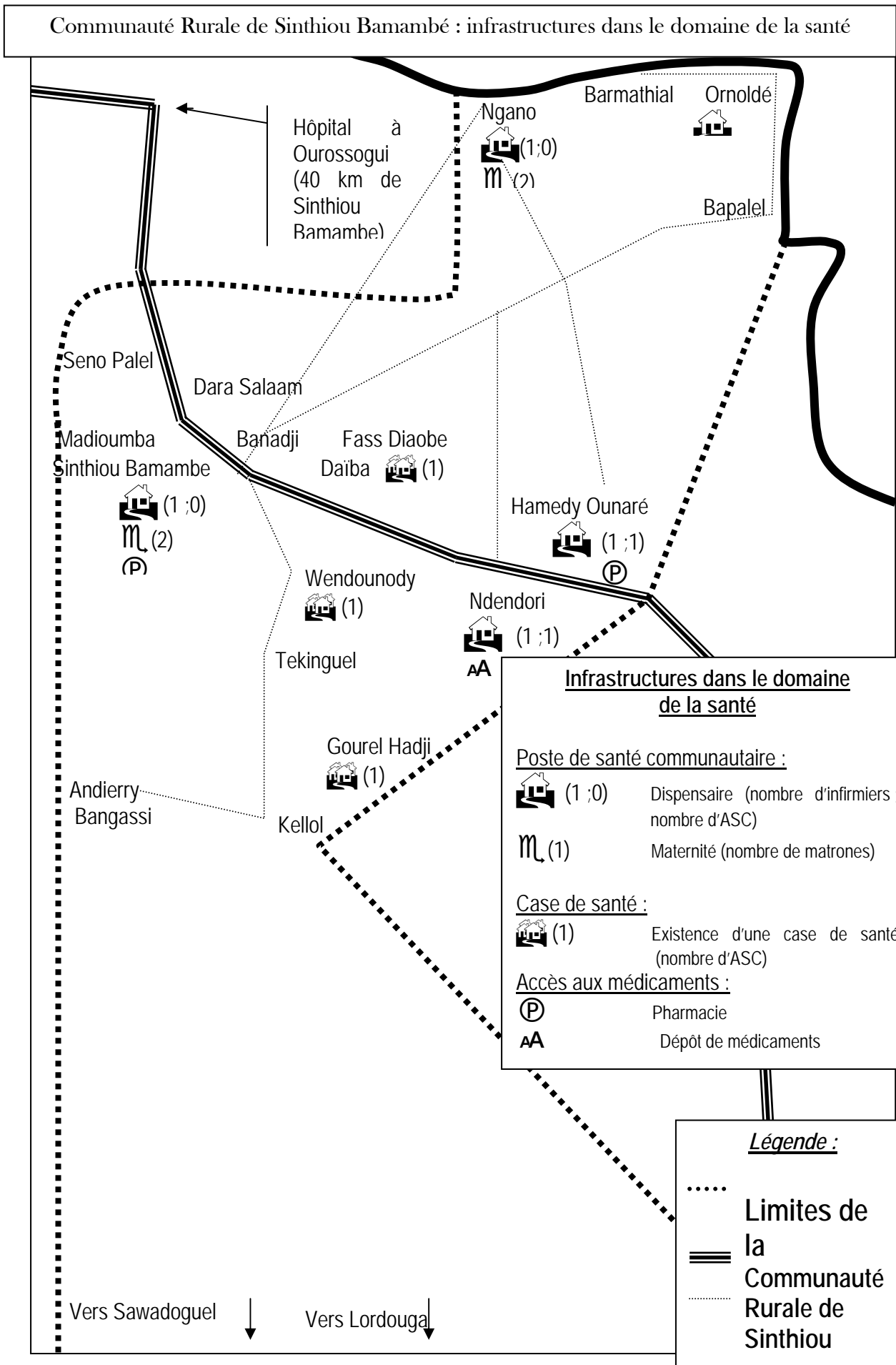
L'analyse de la situation sanitaire dans la Communauté Rurale fait ressortir trois grands problèmes :

- la faible couverture sanitaire qui résulte principalement d'un déficit en infrastructures d'une part, et d'autre part le déficit en personnel de santé qualifié (3 Infirmiers et aucune sage femme) ;
- le déséquilibre dans la répartition des infrastructures; en effet, l'essentiel des postes de santé et maternités se trouvent sur la zone du goudron et un peu dans le walo (sur une quinzaine de kilomètres le long du goudron,, sont localisées 3 postes de santé et une maternité) alors que la zone du diéry ne dispose que d'une case de santé qui fonctionne grâce à un agent de santé communautaire ;
- le manque d'assainissement associé à une absence de pratiques des règles élémentaires d'hygiène qui placent actuellement les maladies diarrhéiques et infectieuses dans une situation d'endémie.

Aussi, au vu de cette situation, la question de la santé ressort comme une priorité et devient de ce fait un enjeu de développement pour la Communauté Rurale. La stratégie à mettre en oeuvre retient trois grands axes entre autres :

- un renforcement des infrastructures qui tienne compte du déséquilibre entre les zones ;
- un renforcement du personnel qualifié ;
- une éducation à l'hygiène et à la propreté.

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réduire le déficit en infrastructures et en Personnels qualifiés | <ul style="list-style-type: none"> - construction de nouvelles structures sanitaires (maternité, dispensaire, case de santé) dans le Dandé Mayo et le Dièry - dotation en Ambulances pour le Dièry et le Dandé mayo - recrutement d'un personnel qualifié (infirmier, sage femme) - formation d'agents de santé communautaire | Etat Communauté Rurale District Médical AVD Emigrés Partenaires au Développement |
| Augmenter la couverture vaccinale de la population | <ul style="list-style-type: none"> - équipement des structures de santé en chaînes de froid pour la conservation des vaccins - recrutement et formation d'Auxiliaires de santé - organisation de campagnes de sensibilisation sur certaines endémies - systématisation de la « stratégie avancée » | Etat Communauté Rurale District Médical AVD Emigrés Partenaires au Développement |
| Améliorer les conditions d'hygiène au sein de la population | <ul style="list-style-type: none"> - construction d'ouvrages hydrauliques protégés - désinfection et protection des sources d'eau existantes - construction de latrines publiques et privées - lutte contre le péril fécal - sensibilisation de la population pour l'isolement des enclos - sensibilisation sur la prévention des maladies - généralisation de l'usage de la moustiquaire imprégnée - mise en place de comités de salubrité villageois - création de GIE pour le ramassage et le traitement des ordures | Etat Communauté Rurale District Médical AVD Emigrés Partenaires au Développement Comités de santé |
| Faciliter l'accès aux soins de santé | <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de l'initiative de Bamako - mise en place de mutuelles de santé - mise en place de dépôts de pharmacie dans chaque village | Etat Communauté Rurale District Médical AVD Emigrés Partenaires au Développement |



4.1.4.6 - L'environnement

La problématique de développement dans le domaine environnemental s'analyse principalement sous deux rapports :

- d'abord, par rapport à l'agriculture : à ce niveau, l'érosion hydrique constitue une véritable menace pour ce secteur du fait qu'elle entraîne le plus souvent une diminution des surfaces cultivables et une baisse de fertilité des sols dont les conséquences se traduisent par une faiblesse des rendements et une pression forte sur le domaine foncier qui le plus souvent débouche sur des conflits inter villageois ;
- ensuite, par rapport à l'élevage : la disparition du couvert végétal réduit le potentiel fourrager causant des problèmes de disponibilité après l'hivernage. L'assèchement précoce des marres d'eau lié à l'importance du phénomène d'évaporation pose un sérieux problème pour l'abreuvement du troupeau.

Le modelé topographique qui se caractérise par de fortes pentes notamment dans la zone du ferlo, occasionne un transfert rapide des ressources en eau superficielle vers les nappes profondes drainées vers le fleuve

Les actions envisagées dans ce secteur seront axées autour du rétablissement des écosystèmes naturels qui permettraient de rendre disponibles à la fois les ressources fourragères et hydriques pour l'alimentation et l'abreuvement du bétail d'une part, et d'autre part d'une restauration des sols par une grande capacité de rétention des terres cultivables.

| Objectifs | Action à mener | Acteurs concernés |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| Lutter contre la dégradation des sols | <ul style="list-style-type: none"> - la maîtrise et la gestion des eaux de ruissellement la conservation des eaux et sols / défense et restauration des sols (lutte anti – érosive) - la reforestation - le pastoralisme - le désenclavement des actions d'accompagnement : maraîchage, horticulture et puits la mise en place d'un système de financement décentralisé l'appui à la compétence d'action des acteurs l'accompagnement technique, le suivi d'impact et la capitalisation la gestion des conflits relatifs à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles | <p>Population Conseil rural Services Eaux et Forêt ADOS SAED ANCAR</p> |
| Réduire les feux de brousse | <ul style="list-style-type: none"> - campagnes de sensibilisation auprès des populations | Pop;adm.;CR;partenaires |

| Objectifs | Action à mener | Acteurs concernés |
|--------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - création de pare feux - création dans chaque village d'un comité de lutte et de prévention des feux de brousse - construction d'un forage pour faciliter les interventions en cas de feu de brousse | |
| Protéger et renforcer le potentiel ligneux | <ul style="list-style-type: none"> - mise en place de comité villageois pour la protection de l'environnement - création de bois de village - délimitation de zones de forêts classées - vulgarisation des textes de lois sur l'environnement - organisation chaque année de vastes campagnes de reboisement | Pop, CR : services techniques ; partenaires; associations de jeunes |

4.1.4.7 - L'hydraulique

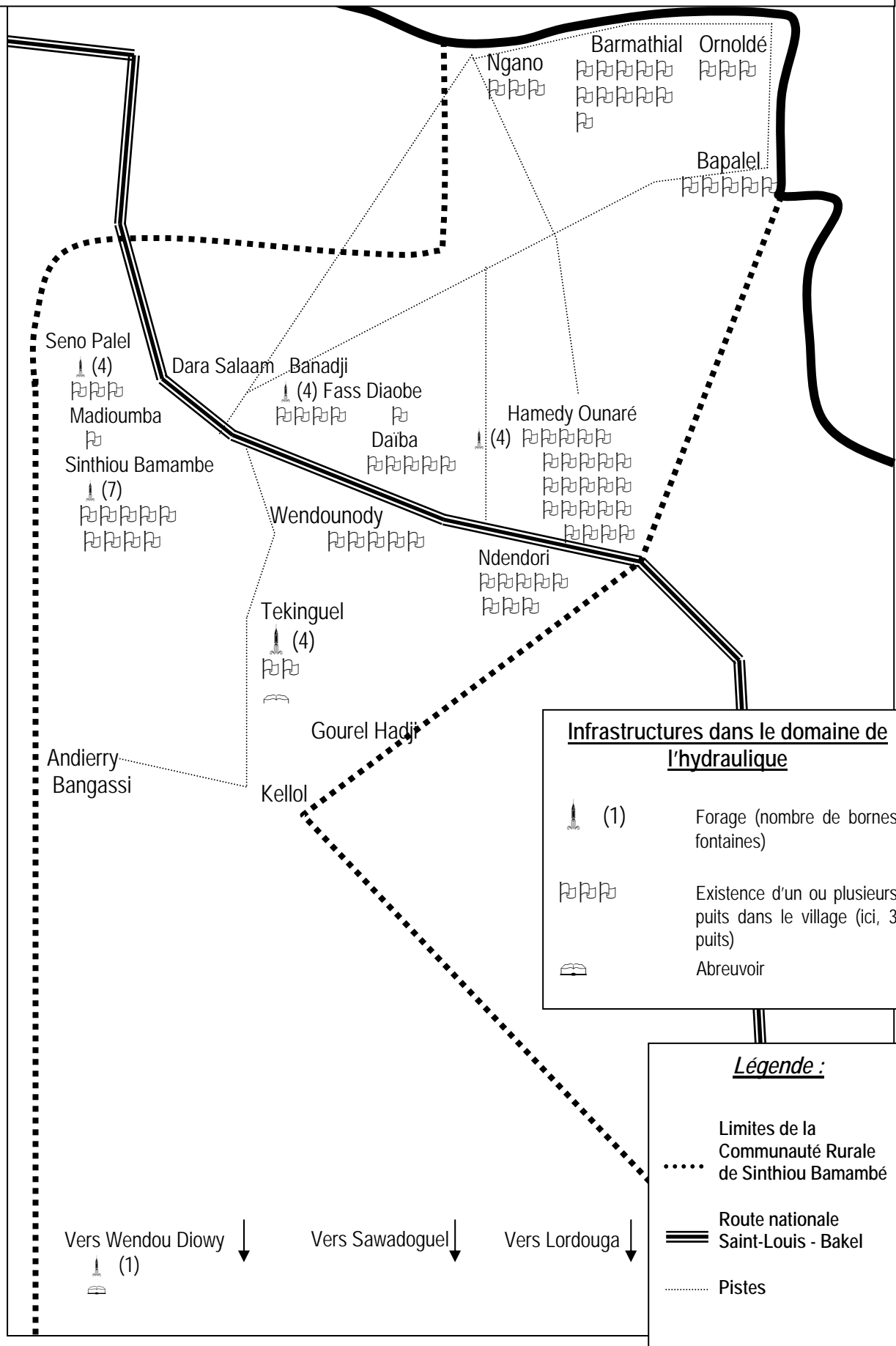
| ZONE | FORAGES | PUITS PROTEGES |
|---------|---------|----------------|
| DIERY | 1 | 6 |
| GOUDRON | 4 | 34 |
| WALO | 2 | 20 |
| FERLO | 1 | 17 |

Les principaux enjeux dans ce secteur se situent à deux niveaux principalement :

- une augmentation de la couverture des besoins en eau pour les personnes, mais aussi pour le bétail; à ce niveau les principales contraintes se situent au niveau de la maintenance et de la gestion des ouvrages existants, mais aussi à la répartition géographique de ces derniers (les quatre forages dont dispose la Communauté Rurale se trouvent tous sur l'axe du goudron et sont tous confrontés à des problèmes d'entretien entraînant l'arrêt de deux d'entre eux) qui placent les villages du walo et surtout du dièry dans une véritable situation de pénurie.
- Une amélioration de la qualité de l'eau qui passe nécessairement par un développement de réseaux d'AEP à partir des forages existants, mais aussi par la protection des puits et des nappes superficielles; enfin la réalisation d'ouvrages hydrauliques devra tenir compte de la spécificité des nappes souterraines qui le plus souvent par le phénomène de la remontée capillaire altère souvent la qualité des eaux captées

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|-------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Améliorer la maintenance des ouvrages et équipements hydrauliques | <ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des forages - Renouvellement et extension des réseaux d'adduction - Renforcement des capacités techniques des conducteurs et des surveillants de réseau - Contractualisation avec des prestataires - Constitution d'un stock de pièces de rechanges - Concertation des différents comités de gestion sur la stratégie de gestion de ce stock - Suivi régulier par la Brigade de l'Hydraulique | <ul style="list-style-type: none"> - Service hydraulique - Conseil Rural - Comités de gestion de forages - PAGE - ISF - Emigrés - Associations de développement |
| Augmenter le taux d'accessibilité à l'eau potable | <ul style="list-style-type: none"> - Construction de nouveaux forages dans le walo et le dièry - Construction de nouveaux puits protégés - Protection des puits séane - | <ul style="list-style-type: none"> - Service hydraulique - Conseil Rural - Comités de gestion de forages - PAGE - ISF - Emigrés - Associations de développement |
| Améliorer la gestion financière des points d'eau | <ul style="list-style-type: none"> - révision des systèmes de facturation de l'eau - relèvement du taux de recouvrement des factures - sensibilisation des populations pour le paiement de leur consommation - optimisation du fonctionnement des forages - développement des réseaux autour des forages - construction d'abreuvoirs autour de chaque forage | <ul style="list-style-type: none"> - Service hydraulique - Conseil Rural - Comités de gestion de forages - PAGE - ISF - Emigrés - Associations de développement |

Communauté Rurale de Sinthiou Bamambé : infrastructures dans le domaine de l'hydraulique



4.1.4.8 - L'artisanat

L'analyse de la situation dans ce secteur fait ressortir quelques handicaps majeurs qu'il faut lever à travers une intervention autour de trois axes principaux :

1. créer les conditions d'accès aux matières premières et intrants qu'utilisent les artisans ;
2. mise en place d'infrastructures pour faciliter l'émergence de PME ;
3. la création de structures de financement des PME à des taux abordables.

Par ailleurs, le secteur artisanal est considéré comme un créneau viable et sur lequel les émigrés pourraient réorienter leurs investissements pour redynamiser le tissu économique local et en même temps se donner un cadre de réinsertion sociale pour tous les candidats au retour dans leurs terroir d'origine.

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Faciliter l'accès aux matières premières | <ul style="list-style-type: none"> - Introduction de cultures de matière première (coton, etc...) - Régénération assistée d'espèces rares (pour la construction de pirogues) - Reboisement d'espèces forestières - Création de magasin de stocks - Création de mutuelles de crédit | CR – Artisans – ONG – Etat – AVD |
| Moderniser l'Artisanat | <ul style="list-style-type: none"> - Acquisition de nouveaux équipements modernes - Création de PME - Formation des artisans à l'utilisation de ces équipements - Renforcement des capacités de gestion | Etat – Artisans – Emigrés – ONG – Conseil rural |
| Renforcer l'appui organisationnel de l'artisanat | <ul style="list-style-type: none"> - Organisation des artisans en GIE - Création d'une structure d'appui - Création d'un centre de formation | Etat – Artisans – Emigrés – ONG – Associations, etc... |

4.1.4.9 - Communication / transport

L'enclavement constitue l'une des caractéristiques de la Communauté Rurale; l'isolement de certaines zones à des périodes de l'année (le walo, chaque année se voit coupé du reste de la Communauté Rurale pendant les trois mois que dure l'hivernage) rend difficile la création d'espaces intégrés où se développent une activité économique soutenue. La concentration des infrastructures de communication sur l'axe du goudron a fini d'en faire une zone d'échange exclusif, au détriment des zones du walo et du dièry

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|---------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Développer un réseau de transport interne | <ul style="list-style-type: none"> - Création de pistes de production entre les villages - Construction d'une piste reliant le goudron au walo - Création d'une gare routière - Développement du transport hippomobile | <ul style="list-style-type: none"> - Etat - Conseil Rural - Travaux Publics - SAED - PRODAM - PNIR |
| Développer la téléphonie rurale et la poste | <ul style="list-style-type: none"> - élargissement du réseau téléphonique aux autres zones | <ul style="list-style-type: none"> - Etat - Conseil Rural - Travaux Publics |

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> - construction de nouveaux bureaux - augmentation des cabines téléphoniques | <ul style="list-style-type: none"> - SAED - PRODAM - PNIR |
| Redynamiser le transport fluvial | <ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement du matériel d'embarcation - Sécurisation de la navigation sur le fleuve - Baisse des prix de transport - Dragage du fleuve | <ul style="list-style-type: none"> - Etat - Conseil Rural - Travaux Publics - SAED - PRODAM - PNIR |

4.1.5 - le cadre institutionnel

L'analyse de la situation sur ce plan fait ressortir des difficultés liées le plus souvent à l'absence d'un cadre institutionnel approprié pour répondre aux préoccupations des populations; en effet, l'éloignement de certains services ajouté au dysfonctionnement noté au sein du Conseil Rural amène la population, à travers notamment ses différentes composantes à développer un sentiment de rejet qui se traduit dès fois par une absence de reconnaissance de la légitimité de ces institutions. Ainsi le dialogue social cède la place aux initiatives individuelles non concertées qui aboutissent finalement à des conflits.

Les axes d'intervention tracés ici constituent un moyen pour qu'au sein de la Communauté Rurale soient réunies un certain nombre de conditions qui constituent des préalables à toute démarche de développement local; il s'agit entre autres :

- d'améliorer le service public offert par les représentants de l'Etat (Administration, services techniques) ;
- d'appuyer l'institution communautaire à s'approprier sa fonction de maître d'ouvrage du développement sur son territoire ;
- de rétablir une relation de confiance entre l'institution et les populations et au delà de permettre l'instauration d'un véritable dialogue social entre les différents acteurs de la Communauté Rurale.

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
| Améliorer l'accès de la population au service public | <ul style="list-style-type: none"> - Déménagement de l'administration locale à Sinthiou Bamambé - création de certains services d'utilité publique dans la CR - installation d'une brigade de gendarmerie | Etat; Conseil Rural; Association de développement; |
| Lutter contre l'isolement et le cloisonnement de certaines zones ou catégories de personnes | <ul style="list-style-type: none"> - augmentation du réseau de télécommunication - construction de bibliothèques villageoises - organisation périodique de rencontres d'échanges entre les différents acteurs - concertation pour le règlement des conflits | Conseil Rural; AVD Etat; AVD |
| Rapprocher le Conseil Rural des populations | <ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation sur les missions de l'institution - revalorisation de la fonction | Etat; Conseil Rural; AVD |

| Objectifs | Actions à mener | Acteurs concernés |
|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|
| | d'élus - création d'un cadre de concertation entre élus et populations | |
| Augmenter les ressources financières du Conseil Rural | - relèvement du taux de recouvrement de la fiscalité - élargissement de l'assiette fiscale - révision du mode de gestion de l'Etat Civil - mise en place de stratégies pour l'accès à des ressources externes | ; Etat; Conseil Rural; AVD |
| Affirmer la fonction de maîtrise d'ouvrage du Conseil Rural | - planification des actions de développement - élaboration de programme annuel d'investissement - recherche de partenariat - appropriation des neuf domaines de compétence - contractualisation avec des structures d'appui conseil | Etat; Conseil Rural; AVD.; Partenaires au développement |

4.2 - STRATEGIE DE MISE EN OEUVRE

L'élaboration d'un Plan Local de développement est une étape permettant à tous les acteurs de la Communauté Rurale de réfléchir ensemble aux potentialités et aux difficultés qu'offre leur environnement. Aussi, le Plan doit-il entraîner une dynamique de concertation continue et de participation populaire autour du Conseil Rural. Cette dynamique doit permettre d'organiser la phase de mise en œuvre du plan.

Une étape importante est celle de la vulgarisation du plan : information à grande échelle permettant une appropriation du document par tous les acteurs. Il est donc important d'assurer une large diffusion du document, auprès des associations locales, des structures étatiques compétentes, des ONG nationales et internationales, des organismes de financement et auprès de toute structure susceptible de contribuer à la mise en œuvre du Plan.

De la même manière, la cérémonie de restitution des travaux de planification ne doit pas être perçue comme la fin d'un long processus de réflexion, mais comme le début de la mise en œuvre d'actions concrètes autour du Conseil Rural. Le Plan Local de Développement doit rapidement devenir un outil de référence, faute de quoi il deviendra un document théorique rapidement dépassé.

4.2.1 - Une mise en œuvre autour des acquis de la planification

La mise en œuvre du Plan est l'étape de concrétisation des idées développées par les acteurs. Aussi s'agit-il, dans cette étape, de trouver un consensus de tous les acteurs autour des actions jugées prioritaires. Ce travail de priorisation doit reprendre les deux axes essentiels de l'élaboration du Plan :

- 1) implication des populations de tous les villages (représentativité géographique) ; et
- 2) implication des acteurs de tous les secteurs (santé, éducation...).

La Commission de Planification Elargie qui avait en charge ce travail de planification va revenir à sa composition initiale, c'est-à-dire composée seulement d'élus et reprendre de fait sa place dans le fonctionnement du Conseil Rural. A partir de là le Comité de Concertation et de Gestion (CCG) qui est institué par le Conseil Rural se verra confié la responsabilité de pilotage et de mise en œuvre du PLD. Il aura entre autres missions :

- énumérer les actions concrètes qui découlent des objectifs du Plan et estimer leur coût ;
- prioriser ces actions en fonction des besoins du moment et des préalables nécessaires à chaque action (élaboration d'un Plan d'Actions) ;
- évaluer les ressources disponibles pour mettre en œuvre ces actions ;
- proposer au Conseil un Plan d'Investissement sur plusieurs années ; et
- entretenir la réflexion autour des objectifs du PLD et proposer des réactualisations en cas de nécessité.

De la même manière que la Commission de planification travaillait autour de thèmes précis (santé, éducation, élevage...), le travail d'énumération des actions et d'évaluation de leur coût peut être réalisé plus efficacement par des réunions techniques autour de personnes clés de chaque domaine. Ils pourront aussi étudier des pistes de recherche de financement complémentaires.

La mobilisation de ressources est indissociable du travail d'élaboration de Plans d'Actions et de Plans d'Investissement. La recherche de fonds passe d'abord par la mobilisation des ressources locales, plus particulièrement au travers de la taxe rurale. Cette taxe est non seulement une source de financement non négligeable pour la Communauté Rurale, mais aussi une preuve de la motivation des acteurs locaux dans la recherche de financements complémentaires.

La recherche de partenariats devra ensuite permettre à la Communauté Rurale de Sinthiou Bamambé de mettre en œuvre un programme d'investissements plus ambitieux, justifiés par les objectifs du Plan de Développement et par les premières réalisations concrètes. Les partenaires peuvent aussi bien être des bailleurs institutionnels, des organisations non gouvernementales nationales ou internationales, que des associations locales, notamment de migrants.

Une instance de pilotage, fonction qui reviendra au CCG, devra ensuite s'assurer de la bonne réalisation des objectifs du Plan Local de Développement conformément aux Plans d'Investissement votés par le Conseil. Instance d'exécution du Plan, cette structure comprendra des élus, des techniciens et des acteurs de développement de la Communauté Rurale. Ses missions devront être :

- le pilotage du plan ;
- l'étude des dossiers techniques, pour chaque action à mener, autour de critères préalablement définis ;
- le suivi de la mise en œuvre des actions et le contrôle de l'utilisation des subventions accordées ; et
- la réactualisation périodique du Plan Local de Développement et du Plan d'actions.

4.2.2 - Les étapes dans la mise en œuvre du Plan

Le Comité de développement doit proposer dans chaque secteur un ensemble d'actions consensuelles. Il peut travailler en séances plénières autour de chaque thème, comme ce fut le cas à Sinthiou Bamambé lors de l'élaboration du Plan, ou le Comité peut instaurer des groupes de travail pour chaque secteur avec les personnes compétentes. Quel que soit l'option retenue, la validité des solutions proposées dépendra d'une participation régulière des personnes concernées et d'un travail préalable de définition de critères pour la priorisation des actions. Six étapes se présentent alors :

- 1) La définition d'actions concrètes pour chaque secteur ;
- 2) L'estimation du coût de réalisation des actions retenues ;
- 3) La priorisation des actions pour chaque domaine (Plan d'actions sectoriel) ;
- 4) La mobilisation de ressources et l'élaboration d'un budget prévisionnel ;
- 5) L'élaboration d'un Plan d'Actions annuel ;
- 6) Le vote du Budget d'Investissement.

4.2.3 - La définition d'actions concrètes pour chaque secteur

Dans chaque secteur abordé par le Plan, les commissions thématiques – ou réunions thématiques du Comité de développement – regroupent tous les acteurs directement concernés par le secteur donné. Par exemple, dans le domaine de l'éducation, il s'agirait des directeurs d'écoles et de collège, des représentants d'APE, des alphabétiseurs, des

responsables des grands daaras, des partenaires de la collectivité intervenant au niveau de l'éducation.

Ensemble, ces participants tentent de concilier leurs intérêts divergents pour proposer une liste commune d'actions prioritaires.

Exemple : Commission éducation

Objectif n°12 du PLD : Améliorer les conditions d'accueil des élèves dans l'enseignement primaire.

Actions retenues par le groupe de travail « éducation » :

- *Rénovation des salles de classes existantes qui sont en mauvais état :*
 - école 1 : rénover 2 salles (action « E1 »)
 - école 2 : rénover 1 salle (action « E2 »)
- *Construction de salles supplémentaires là où la capacité d'accueil demeure insuffisante :*
 - Ecole 1 : construction d'une salle (action « E3 »)

La ligne directrice pour le choix des actions doit être le concept d'« intérêt général ». Ne doivent être retenues que les actions qui bénéficient directement ou indirectement à toute la collectivité locale (ce qui tend parfois à privilégier les secteurs « sociaux » aux dépens des secteurs « productifs »).

1) L'estimation du coût des actions retenues

La Commission thématique doit ensuite tenter d'évaluer le coût de la réalisation des actions retenues. Nombre de ces estimations existent au niveau des services techniques de l'arrondissement ou du département.

Exemple :

Actions retenues par le groupe de travail « éducation » :

- | | |
|--------------------------------------------|------------------|
| - école 1 : rénover 2 salles (E 1) | 2 000 000 francs |
| - école 2 : rénover 1 salle (E2) | 1 000 000 francs |
| - Ecole 1 : construction d'une salle (E 3) | 3 000 000 francs |

2) Priorisation des actions

La Commission doit ensuite déterminer les actions prioritaires pour chaque année, selon 3 critères :

- l'urgence (très urgent ou seulement urgent) ;
- l'existence de préalables ;
- la faisabilité de l'action avec les moyens localement mobilisable (quelles sources de financement ?).

Exemple :**Actions retenues par le groupe de travail « éducation » :**

| Action retenue | Urgence (U) | Coût | Préalables | Financement | Court terme | Moyen terme | Long terme |
|------------------------------------------------------|--------------------|-------------|---------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| <i>Ecole 1 : rénover 2 salles (Action « E 1 »)</i> | <i>Très U</i> | <i>2 M</i> | <i>Accord de la Communauté rurale</i> | <i>Conseil rural ?</i> | | <i>X</i> | |
| <i>Ecole 2 : rénover 1 salle (Action « E 2 »)</i> | <i>Impératif</i> | <i>1 M</i> | <i>Accord de la communauté rurale</i> | <i>Conseil rural ?</i> | <i>X</i> | | |
| <i>Ecole 1 : construire 1 salle (Action « E 3 »)</i> | <i>U</i> | <i>3 M</i> | <i>Mobilisation financière</i> | <i>Mobilisation APE possible à partir de 2003</i> | | | <i>X</i> |

Ce tableau des actions retenues par la Commission « éducation » représente un premier « plan d'actions » sectoriel.

3) Mobilisation des ressources par le Comité de développement

Les différentes commissions présentent le résultat de leurs travaux au CCG. Ces différentes listes seront ensuite regroupées et certaines actions de chaque secteur seront alors retenues, selon le budget disponible et les engagements de partenaires sur la Communauté Rurale. La première étape est donc un travail de mobilisation des partenaires autour du travail de synthèse des résultats des commissions.

Les engagements successifs des partenaires de la collectivité locale permettent de travailler sur la base d'un budget estimatif. A ces engagements de partenaires doivent être ajoutées les mobilisations financières potentielles des populations directement concernées par une action précise, au delà de l'apport fiscal.

Exemple :

| Domaine | Financement Institutionnel (mairie, bailleurs) | Financement local | Financement Extérieur (migrants) |
|-------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------|
| Général | Budget investissement de la collectivité locale : 6 M | | |
| Education | <i>Financements pour l'éducation non affectés : Bailleurs : 2,4 M</i> | | |
| <i>Objectif 1 : Actions E 1 à E 3</i> | | Mobilisation locale : - | |
| <i>Objectif 2 : Actions E 4 à E 6</i> | | Mobilisation APE : 400.000 | |
| <i>Objectif 3 : Actions E 7 à E 9</i> | | | <i>Mobilisation émigrants : 600 000</i> |
| Santé | - | - | - |
| Hydraulique | | | <i>Mobilisation émigrants : 2 M</i> |

A partir de ce budget théorique, le CCG peut commencer à retenir certaines actions de chaque secteur pour réalisation immédiate.

4) L'élaboration d'un Plan d'Actions annuel

A partir de ce budget disponible, les membres du CCG se mettent d'accord pour faire ressortir les priorités intra sectorielles et entre les secteurs. Le CCG peut alors avancer une proposition de répartition du budget de la Communauté Rurale, en fonction des domaines prioritaires.

Cette liste d'actions prioritaires budgétisées constitue le Plan d'action annuel.

Exemple :

| <i>Actions retenues pour 2003 à partir du budget disponible (coût de l'action)</i> | <i>Budget prévisionnel du Conseil pour 2004 : 6 millions</i> | <i>Engagement de Partenaires</i> |
|------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| <i>Education :</i> | | |
| <i>Action E 2 (1 M)</i> | <i>1 Million</i> | <i>-</i> |
| <i>E 4 (400 000)</i> | <i>200 000</i> | <i>200 000 APE</i> |
| <i>E 5 (400 000)</i> | <i>200 000</i> | <i>200 000 APE</i> |
| <i>E 6 (600 000)</i> | <i>200 000</i> | <i>400 000 bailleurs</i> |
| <i>E 7 (1 M)</i> | <i>400 000</i> | <i>600 000 migrants</i> |
| <i>E 9 (3 M)</i> | <i>1 Million</i> | <i>2 Millions bailleurs</i> |
| <i>Santé :</i> | | |
| <i>Actions retenues :</i> | | |
| <i>S 3 (1 M)</i> | <i>1 Million</i> | <i>-</i> |
| <i>S 6 (1 M)</i> | <i>1 Million</i> | <i>-</i> |
| <i>Hydraulique :</i> | | |
| <i>Action retenue :</i> | | |
| <i>H 2 (3M)</i> | <i>1 Million</i> | <i>2 Millions migrants</i> |

5) Le vote du Budget d'investissement

A partir de la trame du Plan d'actions, et sur la base des propositions de répartition du budget d'investissement de la Communauté rurale, l'adoption du Plan d'Investissement devient – du moins en théorie – une validation consensuelle du travail des commissions.

CONCLUSION

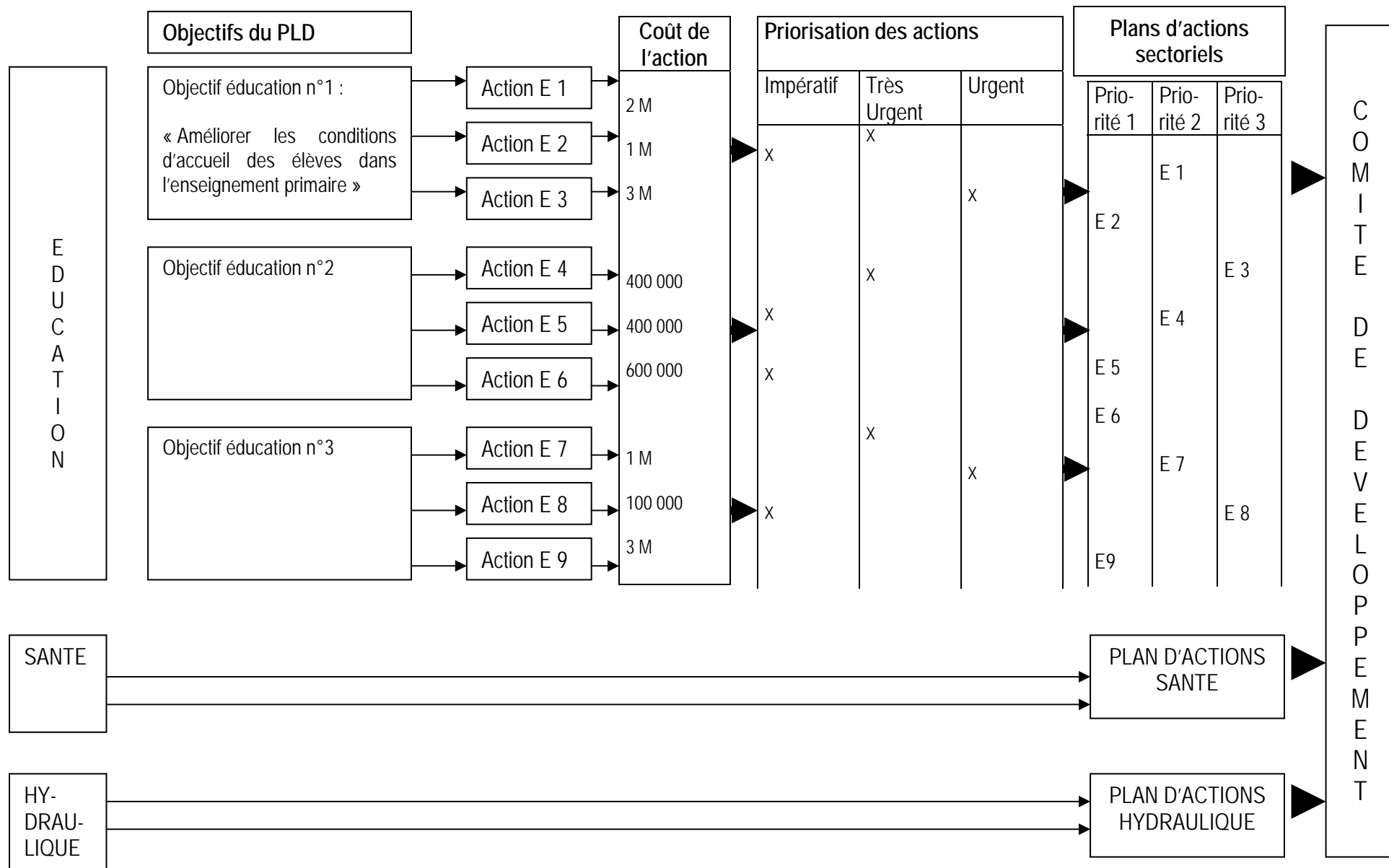
La crédibilité du Conseil Rural de Sinthiou Bamambé auprès de sa population et auprès de partenaires potentiels dépendra grandement de sa capacité à maintenir le dynamisme qu'il a réussi à créer autour du développement du Plan. Et c'est à travers des réalisations concrètes que le Plan prendra véritablement son sens.

Or il ne peut y avoir de réalisations concrètes que si les ressources locales (sans exception) sont mobilisées. A partir de ce moment il appartiendra aux acteurs locaux en partenariat avec le Conseil Rural d'instaurer un dialogue permanent.

Avec le Conseil Rural comme pilier incontournable du développement de la Communauté Rurale, et avec les acteurs locaux comme conseillers, l'exécution du Plan Local de Développement peut permettre de rendre aux habitants de la Communauté Rurale une voix sur le choix des projets de développement. Si le Conseil joue le jeu de la consultation populaire, le Plan permettra pleinement de rendre les populations maîtres de leur propre développement.

ANNEXES

Etape I : Commissions thématiques (santé, éducation, élevage, hydraulique...)



Etape II : Comité de développement

| Plans d'actions sectoriels | | | Plan d'actions 2003 | | | Plan d'investissement de la Communauté Rurale (Budget d'Investissement 2003) | | | | |
|----------------------------|-------------|-----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------------|-----------------|--|
| Prio-rité 1 | Prio-rité 2 | Prio-rité 3 | Actions retenues pour 2003 à partir du budget disponible (coût de l'action) | Budget prévisionnel du Conseil pour 2003 : 6 millions | Engagement de Partenaires | | Coût | Part Collectivité | Part Partenaire | |
| E 2 | E 1 | E 3 | <u>Education :</u> Action E 2 (1 M) E 4 (400 000) E 5 (400 000) E 6 (600 000) E 7 (1 M) E 9 (3 M) | 1 Million 200 000 200 000 200 000 400 000 1 Million | - 200 000 APE 200 000 APE 400 000 bailleurs 600 000 migrants 2 Millions bailleurs | Education | | | | |
| E 5 | E 4 | Objectif du PLD n°1 : | | | | | | | | |
| E 6 | E 7 | Action E2 | | | | 1 Million | 1 Million | - | | |
| E 9 | E 8 | Objectif 2 : | | | | | | | | |
| | | E 4 | | | | 400 000 | 200 000 | 200 000 | | |
| | | E 5 | | | | 400 000 | 200 000 | 200 000 | | |
| | | E 6 | 600 000 | 200 000 | 400 000 | | | | | |
| | | | Objectif 3 : | | | Santé | | | | |
| | | | E 7 | 1 Million | 400 000 | 600 000 | Objectif 6 : | | | |
| | | | E 9 | 3 Millions | 1 Million | 2 Millions | S 3 | | | |
| | | | | | | S 6 | | | | |
| | | | | | | 1 Million | | | | |
| | | | | | | 1 Million | | | | |
| | | | | | | Hydraulique | | | | |
| | | | | | | Objectif 2 : | | | | |
| | | | | | | H 2 | | | | |
| | | | | | | 3 Millions | | | | |
| | | | | | | 1 Million | | | | |
| | | | | | | 2 Millions | | | | |
| | | | | | | TOTAL | | | | |
| | | | | | | Budget : | | | | |
| | | | | | | 11,4 M | | | | |
| | | | | | | Investissem ent Conseil: | | | | |
| | | | | | | 6 Millions | | | | |
| | | | | | | Apport externe : | | | | |
| | | | | | | 5,4 M | | | | |

AGRICULTUREObjectif global :

Relancer l'agriculture de la CR

Objectifs spécifiques :

- Protéger les sols ;
- Diversifier la production ;
- Protéger les cultures ;
- Faciliter l'accès aux intrants et améliorer le matériel agricole ;
- Renforcer les capacités des producteurs.

| Protéger les sols | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|-----------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Création d'une pépinière communautaire | Sinthiou | X | | | | | - Conseil Rural - Populations - Eaux et forêts | - ANCAR - Bailleurs | |
| Reboisement anti érosif (30 ha) (10ha /an X 2500 X 1000) | Ngano ; Hamady Ounaré ; Bapalel ; Barmathial ; | | X | X | X | X | - Conseil Rurale ; - Populations ; - Eaux et forêts | - ADOS - DAVD - CCVD - ANCAR | 25 000 000 |

| Diversifier et intensifier la production | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|---------------------|------------------------|-------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Réhabilitation des périmètres villageois et casiers et PIV | <input type="checkbox"/> Ornodé rehabilitation et extension 100 ha | | X | X | | | - GIE propriétaires | - SAED - ADOS | 350 000 000 |

| | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|-----------|----------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------|
| (Programme Etat) | <input type="checkbox"/> Bapalel rehabilitation et extension 50 ha | | | | | | - Conseil Rural - CERP - Etat | - ANCAR - ASPRODEB | 175 000 000 |
| | <input type="checkbox"/> Hamady Ounaré 429 ha | | | | | | | | 2 793 000 000 |
| Aménagement de périmètres maraîchers (5ha / 2 villages / an X 800 000/ha) Programme Etat | Hornoldé 10 ha | X | | | X | | - GPF, GIE, OCB - Conseil Rural - Etat | - ANCAR - ASPRODEB - ADOS - SAED | 8 000 000 |
| | Bapalel 5 ha | | X | | | | | | 4 000 000 |
| | Ngano 5 ha | | | | | X | | | 4 000 000 |
| | Barpathial 5 ha | | | | | X | | | 4 000 000 |
| | Hamady Hounaré 369 ha | | | | X | | | | 364 000 000 |
| | Tékinguel 5 ha | | | X | | | | | 4 000 000 |
| | Séno Palel | | X | | | | | | 4 000 000 |
| | Sinthiou Bamambé 5 ha | | | X | | | | | 4 000 000 |
| Banadji | X | | | | | 4 000 000 | | | |
| - TOTAL | | | | | | | | | |

| Protéger les cultures | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|--------------------------------------------|-------------------------------|------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Mise sur pied et re dynamisation des comités de lutte villageois | Tous les villages | X | | | | | - Conseil Rural - Populations - CERP | - Sous préfet - ANCAR | 2 000 000 |
| Formation des comités de lutte (1 700 000/ an) | | X | X | X | X | X | - SDDR - ANCAR - CERP - Comités | - ASPRODEB - Conseil Rural | 8 500 000 |
| Dotation en matériels et produits phtyto des CL Entretien maintenance | Comité intervillageois (3 400 000/ an) | | X | X | X | X | - SDDR - Conseil Rural - CLCOP | - bailleurs | 13 600 000 |
| Mise en place de fond de calamité | Communauté rurale | X | X | X | X | X | - CLCOP | - | 2 500 000 |
| - TOTAL | | | | | | | | | |

| Faciliter l'accès aux intrants et améliorer l'équipement des producteurs | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------------------|---|---|---|---|------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------|--|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | |
| Création et fonctionnement d'un CLCOP (2 millions/an) | Communauté rurale | X | X | X | X | X | - Coopérative rurale - GIE - CLCOP | - ASPRODEB - CNCR - ANCAR - CERP - FONGS | 10 000 000 | |
| Création d'une centrale d'achat de produit et d'intrants | Sinthiou | | X | X | | | - Fédération d'agriculteur - CLCOP | - ANCAR - CNCR - SAED - FONGS | 10 000 000 | |
| - Mise en place d'une mutuelle d'épargne et de crédit et - Renforcement de la capacité financière de la caisse communautaire | Sinthiou | | X | | | | - agriculteurs - caisses d'épargne | - ADOS - PIP'' - CNCAS - ASPRODEB - SAED | 5 000 000 | |
| Création d'ateliers de fabrication et de réparation du matériel agricole | - Sinthiou - Ornodé | | X | X | | | - Artisans - CLCOP | - PROMART - Fédération régionale - ASPRODEB | 30 000 000 30 000 000 | |
| - TOTAL | | | | | | | | | | |

| Renforcer les capacités des producteurs | | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-----------------------------|---|---|---|---|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Appui organisationnel aux producteurs | Communauté Rurale | X | X | X | | | - fédération des producteurs - ASPRODEB - CLCOP | - FONGS - ANCAR - SAED | 50 000 000 |
| Appui technique aux producteurs (irrigation, itinéraire technique, technologies appropriées...) | Communauté Rurale | X | X | X | X | X | - ANCAR - SAED - CLCOP | - Services techniques - Projets intervenants | 50 000 000 |
| Création d'unités de transformation et de conservation de produits agricoles | Hamady Hounaré (rizerie) | | | X | | | - | - | 60 000 000 |
| | Barmathial | X | | | | | | | 5 000 000 |
| | Ngano | | X | | | | | | 5 000 000 |
| | Hornoldé (séchoir) | | | | | X | | | 5 000 000 |
| | Bapalel | | | | X | | | | 5 000 000 |
| Création de magasins de stockage | Hamady Hounaré | | X | | | | - | - | 30 000 000 |
| | Sinthiou Bamambé | X | | | | | | | 60 000 000 |
| | Barmathial | | X | | | | | | 30 000 000 |
| - TOTAL | | | | | | | | | |

ELEVAGEObjectif global :

Organiser l'élevage bovin et des petits ruminants dans la CR.

Objectifs spécifiques :

- Rendre accessibles les zones de pâturage et des points d'eau ;
- Améliorer l'alimentation du bétail ;
- Améliorer le taux de couverture sanitaire.

| Rendre accessibles les zones de pâturage et les points d'eau | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|---------------------|---------------------------------|---|---|---|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------|
| <i>Activités</i> | <i>Localisation</i> | <i>Horizon temporel (année)</i> | | | | | <i>Acteurs</i> | <i>Partenaires potentiels</i> | <i>Coût</i> |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Organisation de concertations entre agriculteurs et éleveurs | Communauté Rurale | X | X | X | X | X | - conseil rural - GIE et coopératives d'éleveurs - Fédération agriculteurs - CLCOP - CERP | - sous-préfet - ANCAR - ASPRODEB - ADOS - SAED | 5 000 000 |
| Aménagement de parcours du bétail | Communauté Rurale | | X | X | | | - Conseil rural - Eleveurs - Agriculteurs - CERP | - eaux et forêts - sous préfet - SAED - ANCAR | |
| Mise en place de haies vives pour clôturer les champs adjacents au parcours | Communauté Rurale | | X | X | X | X | - agriculteurs - conseil rural - CLCOP | - Eaux et forêt - CERP - Bailleurs - ANCAR - CCVD | |
| - TOTAL | | | | | | | | | |

| Améliorer l'alimentation du bétail | | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------|---|---|---|---|---------|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | |
| Introduction de la culture fourragère (création de fermes expérimentales) | Wendu Joyi 2 ha Hamady Hounarée Ngano | | X | | X | | | - agriculteurs/éleveurs - ANCAR - CERP - CLCOP | - ASPRODEB - SAED - Bailleurs - ISRA - Gallé Aynabé | 17 143 000 8 500 000 4 300 000 |
| Aménagement de zones de mises en défend | Communauté Rurale | | X | X | X | X | | - Conseil rural - Agriculteurs/éleveurs - CLCOP | - CERP - Eaux et Forêt - Sous- préfet - ANCAR | 2 500 000 |
| Formation des populations aux techniques de fauchage et conservation et d'amélioration du fourrage | Communauté Rurale | | X | X | X | X | | - ANCAR - ASPRODEB - Agriculteurs/éleveurs - CLCOP | - SAED - PRODAM 2 - Gallé Aynabé | 2 000 000 |
| Création d'un centre d'achat d'aliments concentrés | Sinthiou | | X | | | | | - Groupement d'éleveurs - CLCOP | - ASPRODEB - CNCR - CNCAS - PNIR | 20 000 000 |
| - TOTAL | | | | | | | | | | |

| Améliorer le taux de couverture sanitaire | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------|---|---|---|---|---------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | |
| Systématiser les campagnes de prophylaxie (sensibilisation) | Communauté Rurale | X | X | X | X | X | | - coopératives et groupements d'éleveurs - agent de l'élevage - CLCOP | - inspection régionale des services vétérinaires - ANCAR | 2 500 000 |

| | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---|---|-----------|--|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------|
| Construction et réhabilitation de parcs à vaccination | <input type="checkbox"/> Réhabilitation : Sinthiou <input type="checkbox"/> Construction : axe Ormoldé-Barmathial Lordouga Gourel Hadji Sawadoguel | X | | | | | - Conseil rural | - PNIR | 2 000 000 | |
| | | | X | | | | - Gallé Aynaabé | - Bailleurs | 5 000 000 | |
| | | X | | | | | - Agent de l'élevage | | 5 000 000 | |
| | | | | | X | | | | | 5 000 000 |
| | | | X | | | | | | | 5 000 000 |
| Formation et recyclage de 08 auxiliaires vétérinaires (1 par village) | Wendou Joyi ; Lordouga ; Andiéri ; Kellol ; Bapalèle ; Ngano ; Fass Diawbé ; Ounaré | Formation | | | recyclage | | - Gallé Aynaabé - ANCAR - PRODAM | - Inspection des services vétérinaires - ASPRODEB | 800 000 | |
| Création pharmacie vétérinaire villageoise | - sinthiou - Ounaré -Ndendori -Kellol -Ormoldé -Wendou Joyi -Lordouga | X | X | | | | - GIE villageois d'éleveurs - Agent de l'élevage - Auxiliaires | - inspect° régionale des services vétérinaires - ANCAR - Prodram2 | | |
| Installation d'un cabinet vétérinaire | Sinthiou | | | | | | Privé | - Conseil rural - Gallé Aynaabé | | |
| Construction d'abattoir | Sinthiou Bamambé Hamady Hounaré | | X | | X | | | - | 5 000 000 5 000 000 | |
| Construction de lieu d'embarquement | Entre Ndendori et Daïba (carrière) | X | | | | | | - | 2 000 000 | |
| Construction de fourrière | Hornoldé | | X | | | | | - | 4 000 000 | |
| Construction de Foirail | Hamadi Hounaré | | | X | | | | - | 15 000 000 | |
| Créer de unités de transformation et de conservation des produits de l'élevage | Wendou Joyi Tekinguel | | X | | X | | | - | 5 000 000 5 000 000 | |
| - TOTAL | | | | | | | | | | |

PECHE

- Faciliter l'accès aux équipements de pêche
- Protéger les ressources du fleuve
- Améliorer la rentabilité du secteur

| Faciliter l'accès aux équipements de pêche | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Création et renforcement de GIE de pêche Re dynamiser le Conseil de Pêche | Ounaré ; Bapalèle ; Ornoldé ; Barmathial ; Ngano ; Sinthiou | X | X | X | X | X | - Pêcheurs - Mutuelle - Dir régionale de la pêche continentale | - ANCAR - ASPRODEB - Eaux et Forêts - CERP - Conseil rural | |
| Organisation des pêcheurs en coopérative avec compte CNCAS | CR | | X | | | | - groupements de pêcheurs | - ANCAR - ASPRODEB - CLCOP | |
| Création d'un magasin de vente du matériel | Ornoldé | | | X | | | Coopérative | - ANCAR - Privé | |
| Mise en place d'une mutuelle d'épargne et de crédit | Sinthiou | | X | | | | Pêcheurs en lie avec les autres acteurs | - ANCAR - Projets intervenant - Bailleurs | |
| - TOTAL | | | | | | | | | |

| Protéger les ressources du fleuve | | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|---|---|---|---|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Mise en place d'un comité de vigilance ou Conseil de pêche | Chaque village du Mayo | X | | | | | - CLCOP - Populations - Conseil rural | - Sous préfet - Eaux et Forêts - Service régional de la pêche - SAED - ANCAR | |
| Repérage et protection des zones de reproduction | Mayo | X | X | X | X | X | - Comités de vigilance - Eaux et forêts | - Projets spécialisés - Populations | |
| Application de la réglementation des filets | Mayo | X | X | X | X | X | - Pêcheurs - Comités de vigilance - Eaux et forêts | - CLCOP - | |
| - TOTAL | | | | | | | | | |

| Améliorer la rentabilité du secteur | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------------|---|---|---|---|------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Appui à la création de GIE de transformation | Mayo | X | X | X | X | X | - Coopérative de pêcheurs - CERP | - PSSA - ANCAR - Mutuelle - CLCOP - Eaux et Forêts | |
| Formations en techniques de transformation et de conservation du poisson | Mayo | | | X | X | X | - GIE de transformation - Techniciens spécialisés | - ANCAR - ASPRODEB - CLCOP - Direction de la pêche | |
| Formations en pisciculture et vulgarisation | Mayo | | | X | X | X | - GIE et coopérative pêcheurs - Techniciens | - ASPRODEB - ANCAR - PSSA - SAED | |

EDUCATION

- Augmenter les capacités d'accueil
- Relever le taux de réussite aux examens d'entrée en sixième
- Baisser le taux d'analphabétisme chez les adultes

| Augmenter les capacités d'accueil | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Construction de 12 salles de classe pour remplacer les abris provisoires | <input type="checkbox"/> Goudron :Séno, Banadji | 2 | 1 | | | | - Conseil Rural - APE - Pop (émigrés) - IDEN | - PNIR - ADOS - Autres bailleurs | 27 000 000 |
| | <input type="checkbox"/> Diéry : Wénodi,Tékinguel,GH | 4 | 2 | | | | | | 54 000 000 |
| | <input type="checkbox"/> Walo :2 | 2 | | | | | | | 18 000 000 |
| Construction de 8 salles de classe pour compléter le cycle des écoles | <input type="checkbox"/> Wendou Nodi : 2 | | 2 | 1 | | | | | 18 000 000 |
| | <input type="checkbox"/> Banadji : 3 | | 2 | 1 | | | | | 27 000 000 |
| | <input type="checkbox"/> Gour.H : 2 | | 1 | | | | | | 18 000 000 |
| Construction de nouvelles écoles (salles de classe à construire) | <input type="checkbox"/> Ounaré | 4 | | | 2 | | - | 54 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Sinthiou | | 2 | 2 | 2 | | - | 54 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Andiéry | | 1 | 1 | | | - | 18 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Wendou Joyi | 1 | 1 | 1 | | | - | 27 000 000 | |
| Réhabilitation de salles de classe dans les écoles | <input type="checkbox"/> Sinthiou | 2 | 1 | | | | | 9 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Ornoldé | | | 1 | | | | 3 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Bapalel | | 1 | | | | | 3 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Séno | | | | 2 | | | 6 000 000 | |
| | <input type="checkbox"/> Ndendory | | | 1 | 1 | 1 | | 9 000 000 | |

APE = association des parents d'élèves

CGE = comité de gestion de l'école

| Améliorer le taux de scolarisation et celui de réussite aux examens | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------------|---|---|---|---|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Sensibilisation des parents pour la scolarisation des enfants | CR | X | X | X | X | X | - Conseil Rural - APE - CGE - Pop (émigrés) - IDEN | - Projets Ecoles - Autres projets intervenants | 1 000 000 |
| Redynamisation des cellules pédagogiques | | X | X | X | X | X | | | 500 000 |
| Subvention des fournitures scolaires | | X | X | X | X | X | | | 5 000 000 |
| Création de cantines scolaires | Ecoles primaires de la CR | | X | X | X | X | | | 61 000 000 |
| Elaboration de projets d'école | Ecoles primaires de la CR | X | X | X | X | X | | | 1 000 000 |

| Baisser le taux d'analphabétisme dans la CR | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------|------------------|--------------------------|---|---|---|---|------------------------------------|----------------------------------------|------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Création d'écoles communautaires de base | Cf IDEN de Kanel | | | X | | | - Conseil Rural - OCB - IDEN | - PIP - Autres projets intervenants | 20 000 000 |
| Construction d'un centre d'alphabétisation | Sinthiou | | | | X | | | | 25 000 000 |

SANTÉ

| Réduire le déficit en infrastructures et personnel qualifiée | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|--------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------|--|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | |
| Réhabilitation et équipement de la maternité | Sinthiou | X | | | | | - Conseil Rural - Populations - Comités de santé | - District sanitaire - PNIR - ADOS - Autres bailleurs | | |
| Réhabilitation et Equipement de postes de santé | <input type="checkbox"/> Ornoldé <input type="checkbox"/> H.Ounaré | | R | E | | | | | | |
| Agrandissement de case de santé en poste de santé | Wendou Joyi | | | | X | | | | | |
| Recrutement et formation d'un personnel d'appoint local (10 Matrones+4 ASC+ 3 Dépositaires) | CR | | X | | X | | | | | |
| Affectation d'infirmiers | <input type="checkbox"/> Tekkinguel <input type="checkbox"/> Wendu Joyi <input type="checkbox"/> Ornoldé | X | X | | | | - Etat | - District sanitaire - Conseil Rural | | |
| Affectation de sages-femmes | <input type="checkbox"/> Sinthiou <input type="checkbox"/> Ndendory <input type="checkbox"/> Ornoldé <input type="checkbox"/> Tekkinguel | X X | | | | X X | | | | |
| Construction de postes de santé | <input type="checkbox"/> Tekkinguel <input type="checkbox"/> Lorduga | X | | | | | | | X | |
| Construction de maternités | <input type="checkbox"/> Tekkinguel <input type="checkbox"/> Ornoldé | X | | | | | | X | | |

| Améliorer Les taux de couverture du PEV, de la CPN et la prévention contre le paludisme | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Equiper des postes de santé en frigo de conservation des vaccins | <input type="checkbox"/> Sinthiou <input type="checkbox"/> Ornodé <input type="checkbox"/> H.Ounaré <input type="checkbox"/> Tekkinguel | | X | X | X | | - Conseil Rural - Comités de santé - Pop (émigrés) | - District sanitaire - PNIR - ADOS - Autres bailleurs | |
| Elaboration concertée d'un programme d'IEC axé sur le PEV, la CPN et le palu | Communauté Ruale | | X | | | | - Conseil Rural - Infirmiers chefs de postes - Comité de santé | - Ministère de la santé - District sanitaire - PIP | |
| Mise en œuvre du programme d'IEC | Communauté Rurale | | | X | X | X | - Populations | - Personnes ressources - Bailleurs | |

| Alléger le coût des soins curatifs | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------|------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Mise en place d'une mutuelle de santé | Sinthiou | | X | | | | - Comité de santé - Populations | - Conseil Rural - Intervenants | |
| Ouverture de dépôt de pharmacie au niveau des villages | <input type="checkbox"/> Tekkinguel <input type="checkbox"/> Wendu Joyi <input type="checkbox"/> Ornodé <input type="checkbox"/> Lordouga | | X | | X | | - Conseil Rural - Associations villageoises ou privées | | |

HYDRAULIQUE

- Améliorer la gestion financière des forages
- Augmenter le taux d'accessibilité à l'eau
- Améliorer l'entretien et la maintenance des ouvrages hydrauliques

| Améliorer la gestion financière | | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires potentiels | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Formation en gestion financière des comités de gestion des forages | <input type="checkbox"/> Sinthiou <input type="checkbox"/> Banadji <input type="checkbox"/> H.Ounaré <input type="checkbox"/> Wendu Joyi | X | X | | | | <ul style="list-style-type: none"> - Comités de gestion des forages - Techniciens en gestion | <ul style="list-style-type: none"> - Service de l'hydraulique - ISF | |
| Sensibilisation des populations sur le paiement des factures et de la facturation au réel (compteurs) | <input type="checkbox"/> Sinthiou | | X | | | | <ul style="list-style-type: none"> - Comité de gestion | <ul style="list-style-type: none"> - Conseil Rural - Sous préfet - ISF | |
| Généralisation de la facturation au réel | <input type="checkbox"/> Banaji <input type="checkbox"/> Séno Palel | | | X | X | | | | |

| Augmenter le taux d'accessibilité à l'eau | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|---|---|---|---|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Réhabilitation de forage | Séno Palel | | | X | | | <ul style="list-style-type: none"> - Comité de gestion - Populations | <ul style="list-style-type: none"> - Conseil rural - Service de l'hydraulique | |
| Renouvellement et extension du réseau hydraulique | <input type="checkbox"/> Sinthiou <input type="checkbox"/> H.Ounaré | | X | | X | | | | <ul style="list-style-type: none"> - PNIR - Bailleurs... |
| Construction nouveaux forages dans le walo et le diéri | <input type="checkbox"/> Barmathial <input type="checkbox"/> Loumboul | | | | X | X | | | |
| Fonçage d'un puit protégé | Boki | | | | | | <ul style="list-style-type: none"> - Conseil Rural - Populations | <ul style="list-style-type: none"> - Bailleurs | |
| Amélioration et protection des « séanes » | <input type="checkbox"/> Gourel H. <input type="checkbox"/> Andiéri <input type="checkbox"/> Kelloi <input type="checkbox"/> Bangassi | | X | X | X | X | | | |

| | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------|---|--|--|--|--|-------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| Construction de deux puits pastoraux | Namari Asré | | X | X | | | | | - Conseil rural - Population | - PNIR - PRODAM 2 - Hydraulique - Gallé aynabé | 15 000 000 15 000 000 |
| Curage et aménagements de mares | Axe Tékinguel-Kellol-Bangassi Wénody Ndendori Sawadoguel Lorduga Wendu Jannal | | X X X X X | X | | | | | - Conseil rural - Etat - Population | - Hydraulique - PNIR | 10 000 000 10 000 000 10 000 000 10 000 000 10 000 000 |
| - TOTAL | | | | | | | | | | | |

| Améliorer l'entretien et la maintenance des ouvrages hydrauliques | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------|------------------|---|---|---------|---------------------------------------------------|------------------------------------------|--|--|
| Activités | Localisation | Horizon temporel/ (année) | | | | | Acteurs | Partenaires | Coût | | |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | | | |
| Renforcement des capacités techniques de 5 conducteurs et de 5 surveillants de réseau | <input type="checkbox"/> Sinthiou <input type="checkbox"/> H.Ounaré <input type="checkbox"/> Banadji <input type="checkbox"/> Wendu Joyi <input type="checkbox"/> Séno Palel <input type="checkbox"/> Ngano <input type="checkbox"/> Tekkinguel | | X X X X X | X X X X | | | | Comité de forage | - Service hydraulique - ISF - PNIR | | |
| Formation et agrément d'un technicien local en électricité pour la maintenance des forages | CR | X | | | | | | | | | |
| Suivi régulier de la brigade de l'hydraulique | Au niveau des forages de la CR | X | X | X | X | X | | - Comité de gestion - Service de l'hydraulique | - Sous-préfet | | |

INFRASTRUCTURE

| Faciliter la circulation entre villages | | | | | | | | | |
|-------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|---|---|---|---|-----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Activités | Localisation | Horizon temporel (année) | | | | | Acteurs | Partenaires | Coût |
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | | | |
| Construction d'ouvrages de franchissement | Sinthiou - Ngano | X | | | | | - Conseil Rural - Populations - Services techniques | - SAED - PNIR - Conseil Régional - Bailleurs | Construction de digues (2 digues par an) |
| | Hamady - Ounaré Bapale | | X | | | | | | |
| Réhabilitation de pistes | Sinthiou – Wendu Joy | X | | | | | - Conseil Rural | - PNIR | |
| | Wendu Joy–Sawadougou-Lordouga | | X | | | | | | |
| | Sinthiou – Ngano - Bapalel | | | X | | | | | |